

Pour diffusion immédiate

TRANSCONTINENTAL AU DEUXIÈME TRIMESTRE : LES MESURES DE RATIONALISATION LIMITENT LES EFFETS DE LA RÉCESSION

- Diminution de 5 % des revenus consolidés et baisse de 10 % du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté par rapport au deuxième trimestre de 2008.
- En excluant l'effet négatif de la baisse des activités de publipostage aux États-Unis, les revenus consolidés auraient connu une baisse de 2 % et le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté aurait affiché une diminution de 5 %.
- Bénéfice net ajusté, en excluant les éléments inhabituels, a été de 30,2 millions de dollars, par rapport à 34,1 millions au deuxième trimestre 2008; par action, le bénéfice net ajusté a été de 0,37 \$, par rapport à 0,42 \$ à la même période en 2008.
- Dépréciation d'actifs incorporels et radiation d'écarts d'acquisition reliés principalement aux activités d'impression commerciale pour un total de 169 millions de dollars au cours du trimestre, des éléments hors-trésorerie sans effet sur les liquidités et les fonds générés par l'exploitation.
- Exécution du plan de rationalisation annoncé le 18 février 2009. Ces mesures ont engendré, tel que prévu, des frais de restructuration et une dépréciation d'actifs pour un total de 27,5 millions de dollars.
- Bénéfice net : perte de 144,3 millions en 2009 contre un gain de 36,9 millions de dollars en 2008. Cette baisse est principalement attribuable aux éléments inhabituels mentionnés ci-dessus.
- Conclusion d'ententes de financement totalisant 625 millions de dollars depuis la fin du premier trimestre 2009.
- Entrée en vigueur des deux nouveaux contrats d'impression et de communications marketing avec Rogers Communications, plein effet du contrat d'impression de circulaires avec Shoppers Drug Mart-Pharmaprix et préparatifs finaux en vue du début de l'impression du *San Francisco Chronicle* à l'été 2009.
- Nomination de Christian Trudeau au poste de président du nouveau secteur des communications marketing et signature de plusieurs contrats prometteurs.
- Maintien du dividende à 0,08 \$ par action.
- L'agence Standard & Poor's fait passer la cote de crédit de Transcontinental de BBB à BBB (-) avec une perspective stable. L'agence DBRS ne modifie pas la cote BBB (H) avec une perspective stable attribuée à Transcontinental.
- Ratio d'endettement net sur capitalisation totale de 49 %, dans la partie supérieure de l'objectif de 35 % à 50 % fixé par la direction.



Montréal, le 11 juin 2009 – En excluant la dépréciation d'actifs, la radiation d'écart d'acquisition et les frais de restructuration, Transcontinental a connu à son deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009 une amélioration de ses résultats par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté du deuxième trimestre de 2009 affiche en effet une baisse de 10 % comparativement à une baisse de 29 % au premier trimestre 2009. La Société a poursuivi l'exécution de son important plan de rationalisation enclenché en novembre dernier aux États-Unis et étendu à l'ensemble de ses activités en février 2009. Ces diverses mesures, dont l'abolition de 1500 postes, ont limité les effets négatifs de la récession. La pleine efficacité des mesures, combinée à l'entrée en vigueur des deux nouveaux contrats avec Rogers Communications, au début de l'impression du *San Francisco Chronicle* à l'été 2009, ainsi qu'au développement prometteur des activités de communications marketing, placent Transcontinental en meilleure position pour la seconde moitié de son exercice financier. Grâce aux activités de financement totalisant 625 millions de dollars complétées depuis février dernier, la direction possède les ressources nécessaires pour la poursuite de son plan d'affaires et de ses divers projets.

« Dans le contexte actuel, en excluant les éléments inhabituels, il s'agit de résultats encourageants qui dénotent une amélioration par rapport au premier trimestre, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de Transcontinental. Nous avons réagi rapidement en ajustant notre capacité de production et nos coûts à la demande dans chacun de nos marchés. Je tiens à rendre hommage à nos employés pour leur soutien exceptionnel à notre effort de rationalisation et pour les nouvelles façons innovatrices qu'ils ont trouvées pour accomplir leur travail. Après trois trimestres d'ajustement et de recentrage de nos activités, en tenant compte d'une situation économique qui ne se détériorera pas davantage et de l'exécution de notre programme de rationalisation, nous avons confiance de poursuivre l'amélioration de notre profitabilité au cours des prochains trimestres.

« De façon plus générale, a conclu M. Olivier, nous continuerons d'être avantagés par notre stratégie de créneaux, notre base diversifiée et équilibrée de clients, l'entrée en vigueur de nouveaux contrats et nos ressources financières. L'année 2009 aura été une année de transition pour Transcontinental dont nous sortirons renforcés et particulièrement bien positionnés dans chacun de nos marchés pour profiter de la reprise de l'économie. »

Faits saillants financiers

Au cours du deuxième trimestre de 2009, Transcontinental a affiché des revenus consolidés de 563,4 millions de dollars, comparativement à 595,1 millions au trimestre correspondant de 2008, en baisse de 5 %, alors que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté est passé de 89,0 millions de dollars à 80,5 millions, en baisse de 10 %. Cette baisse est principalement due à une réduction importante de volume dans les activités de publipostage aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux effets de la récession sur certaines activités d'impression et d'édition. En excluant l'effet négatif de la baisse des activités de publipostage aux États-Unis, les revenus consolidés auraient connu une baisse de 2 % et le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté aurait affiché une diminution de 5 %. La baisse a été atténuée par la contribution positive des acquisitions, l'effet positif du papier sur les revenus et les variations positives du taux de change entre



le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine, combinés à la croissance des activités de distribution de porte en porte, d'édition de matériel pédagogique et de produits de communications marketing numériques ou personnalisés.

Pour sa part, le bénéfice net ajusté, qui ne tient pas compte des éléments inhabituels, a diminué de 11%, passant de 34,1 millions de dollars à 30,2 millions; par action, le bénéfice net ajusté est passé de 0,42 \$ à 0,37 \$.

Le bénéfice net est passé de 36,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à une perte de 144,3 millions en 2009. Cette baisse est principalement attribuable à la dépréciation d'actifs incorporels et la radiation d'écarts d'acquisition reliés principalement aux activités d'impression commerciale pour un total de 169 millions de dollars, des éléments hors-trésorerie sans effet sur les liquidités et les fonds générés par l'exploitation. Aussi, des coûts de restructuration et une dépréciation d'actifs pour un total de 27,5 millions de dollars, attribuables aux mesures de rationalisation, ont réduit le bénéfice net. Par action, le bénéfice net est passé de 0,45 \$ à une perte de 1,79 \$.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, les revenus consolidés ont diminué de 2 %, passant de 1,19 milliard de dollars à 1,17 milliard, alors que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté a diminué de 19 %, passant de 171,4 millions de dollars à 138,8 millions. Le bénéfice net est passé de 71 millions de dollars au cours de la première moitié de 2008 à une perte de 150,7 millions en 2009; par action, le bénéfice net est passé de 0,86 \$ à une perte de 1,87 \$. Le bénéfice net ajusté, qui ne tient pas compte des éléments inhabituels reliés à la dépréciation d'actifs, aux frais de restructuration et à la radiation des écarts d'acquisition, a diminué de 28 %, passant de 62,5 millions de dollars à 45,3 millions; par action, le bénéfice net ajusté est passé de 0,76 \$ à 0,56 \$.

Au 30 avril 2009, le ratio d'endettement net sur capitalisation totale de la Société était de 49 %, dans la partie supérieure de l'objectif de 35 % à 50 % fixé par la direction.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009* que vous trouverez sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».

Faits saillants de l'exploitation

Voici les principaux faits saillants de l'exploitation pour le deuxième trimestre de 2009.

- La Société a poursuivi l'exécution de son important plan de rationalisation visant à maintenir la solidité financière de Transcontinental et à ajuster sa capacité de production à la demande dans chacun de ses marchés. À ce jour, environ 1400 postes ont été éliminés, dont plus de la moitié aux États-Unis, cinq publications ont cessé de paraître, et quatre usines d'impression ont été fusionnées ou consolidées. Un ensemble d'autres mesures, allant d'un gel des embauches à des congés sans solde et à des semaines de travail écourtées, ont également été implantées à la grandeur de l'entreprise. Les économies découlant de la restructuration devraient dépasser les objectifs établis au premier trimestre et se situer aux alentours de 100 millions de dollars sur une



base annuelle, dont 75 millions pour le présent exercice. Le plein effet de ces mesures se fera sentir à compter de la seconde moitié de l'exercice financier actuel. À noter enfin que l'usine de Fairborn, en Ohio, spécialisée dans la production de circulaires pour des détaillants régionaux, a été vendue à la suite d'un examen des objectifs d'affaires dans ce segment de la Société aux États-Unis.

- Entrée en vigueur, au début de 2009, des deux nouveaux contrats avec Rogers Communications : un contrat exclusif de six ans pour l'impression de la totalité de ses magazines et un second contrat, de six ans également, pour la production et l'impression de ses produits de communications marketing. Ces deux gains majeurs s'ajoutent au plein effet du contrat de Shoppers Drug Mart-Pharmaprix sur toute l'année 2009 et au début de l'impression du quotidien *San Francisco Chronicle* à compter de l'été 2009.
- Le nouveau secteur des communications marketing, créé en novembre 2008, a pour mission de développer de nouvelles avenues de croissance centrées sur les nouvelles plateformes de communications, le marketing personnalisé et une offre de service intégrée. Au cours du deuxième trimestre, ce secteur a signé plusieurs contrats avec de grandes marques comme Reader's Digest Canada et Purolator Courier. Il convient également de mentionner ses sept prix remportés dans le cadre des 2008 Pearl Awards qui visent à reconnaître l'excellence dans l'industrie des communications sur mesure.
- Au deuxième trimestre, le secteur des médias a continué d'étendre et d'améliorer son offre de services numériques par diverses initiatives : le lancement de *icimamaison.ca*, un site de ventes immobilières; la relance de *publisac.ca*; le lancement de versions en ligne pour les deux magazines de finance *Investment Executive* et *Finance et Investissement* qui, en outre, diffuseront bientôt leurs mises à jour quotidiennes sur BlackBerry et sur iPhone d'Apple. Par ailleurs, *weblocal.ca*, le site de recherche pancanadien de Transcontinental pour identifier et évaluer les entreprises locales, a maintenant dépassé les deux millions de visiteurs uniques par mois. Notons que les revenus générés par les services numériques ont connu au cours du premier semestre une croissance de plus de 30 % par rapport à la même période de l'an dernier. Au cours de la seconde moitié de l'exercice financier 2009, le secteur des médias poursuivra l'expansion de son offre de services numériques tout en complétant l'exécution de ses mesures de rationalisation.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.



Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR (non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Part des actionnaires sans contrôle	(0,1)	-	0,2	0,3
Impôts sur les bénéfices	(15,4)	8,6	(24,4)	11,0
Escompte sur vente de débiteurs	1,4	2,1	3,1	5,2
Frais financiers	8,7	7,1	16,1	15,6
Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs intangibles	169,3	-	169,3	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	27,5	2,4	58,8	4,3
Bénéfice d'exploitation ajusté	47,1	57,1	72,4	107,4
Amortissement	33,4	31,9	66,4	64,0
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	80,5 \$	89,0 \$	138,8 \$	171,4 \$
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	19,7	1,7	41,2	3,0
Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs intangibles (après impôts)	154,8	-	154,8	-
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	(4,5)	-	(11,5)
Bénéfice net ajusté	30,2	34,1	45,3	62,5
Nombre moyen d'actions en circulation	80,8	81,8	80,8	82,7
Bénéfice net ajusté par action	0,37 \$	0,42 \$	0,56 \$	0,76 \$
Fonds générés par les activités d'exploitation	(21,9) \$	21,5 \$	(12,4) \$	54,5 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(72,1)	(54,2)	(107,1)	(89,7)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	50,2 \$	75,7 \$	94,7 \$	144,2 \$
Dette à long terme			747,4 \$	643,7 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			176,2	14,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(6,8)	(32,0)
Endettement net			916,8 \$	626,1 \$

Activités de financement

Dans un contexte de rareté et de cherté du crédit, Transcontinental a complété avec succès plusieurs activités de refinancement ou de financement depuis la fin du premier trimestre. Ainsi, au deuxième trimestre, la Société a annoncé un placement privé à long terme de 100 millions de dollars en débetures non garanties souscrites par le Fonds de solidarité FTQ, une société de capital de développement basée au Québec, et le prolongement, jusqu'en août 2010, du programme de titrisation de ses comptes clients de 300 millions de dollars, mis en place en 2001. Depuis la fin du deuxième trimestre, la Société a conclu le renouvellement de facilités de crédit de 125 millions de dollars pour une période d'une année avec son syndicat bancaire, ainsi qu'un financement de 100 millions de



dollars consenti par la Caisse de dépôt et placement du Québec par l'entremise d'un prêt à terme de cinq ans.

L'octroi de ces divers types de financement qui totalisent 625 millions de dollars reflète la confiance du marché financier envers Transcontinental.

Affaires de la Société

Le 12 mars 2009, Transcontinental a annoncé la nomination de Christian Trudeau au poste de président de son secteur des communications marketing et comme membre du Comité de direction de la Société. L'objectif de ce nouveau secteur est de fournir aux clients de Transcontinental des solutions de marketing intégré axées sur le développement de nouveaux services de publicité personnalisée, de nouvelles plateformes de communications et la création de produits de communications marketing. M. Trudeau est entré en fonction le 9 avril. Depuis 2004, il était président et chef de l'exploitation de Centria Commerce, une entreprise spécialisée en commerce électronique. Auparavant, M. Trudeau avait été président et chef de l'exploitation de BCE Emergis, un chef de file nord-américain en commerce électronique, et avait également occupé des postes de cadre supérieur au sein de Bell Canada et à la Bourse de Montréal.

Dividende

A sa réunion du 11 juin 2009, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,08 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ces dividendes seront versés le 24 juillet 2009 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 6 juillet 2009. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 0,32 \$ par action.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats trimestriels, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15 (heure avancée de l'Est). Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Maxim Labrie, responsable des relations avec les médias, au 514 954-4176.

Profil

Transcontinental offre des services d'impression, d'édition et de marketing procurant une valeur exceptionnelle à ses clients, et propose également une plateforme intégrée unique leur permettant de joindre et de fidéliser leur public cible. Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le sixième en Amérique du Nord. La Société est en outre le plus important éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français au Canada, le deuxième éditeur de journaux locaux et régionaux au pays, et sa plateforme numérique diffuse un



contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Le secteur des communications marketing propose des services de publicité et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing par courriel et de communications sur mesure. Transcontinental est une entreprise en croissance avec une culture axée sur l'amélioration continue et la discipline financière et qui place au cœur de sa pratique d'affaires un ensemble de valeurs, dont le respect, l'innovation et l'intégrité.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B) compte approximativement 13 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2008. Pour obtenir de plus amples informations sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Note : Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à mettre en œuvre son plan stratégique et son plan de rationalisation, et à procéder à des acquisitions, puis à les intégrer à ses propres activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans les rapports de gestion et la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles en date du 11 juin 2009. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

-30-

Pour renseignements :

Médias

Maxim Labrie
Relations avec les médias
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-4176
maxim.labrie@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice des relations avec les investisseurs
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca



Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 30 avril 2009

L'objectif de ce Rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le Rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 11 juin 2009.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce Rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 26.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur via le résultat étendu selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs concernant notre projet d'affaires *Évolution 2010*, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, la gestion des risques de crédit, de sécurité des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain et le peso mexicain; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et le glissement des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et des partenariats et d'intégrer ces derniers avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques opérationnels et liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 11 juin 2009.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

La récession en cours, dont les effets se sont ajoutés à ceux de la crise du crédit, a causé une certaine pression sur nos activités. Cependant, la diminution de nos revenus a été moindre que la moyenne enregistrée dans notre industrie grâce à notre stratégie de créneaux au Canada, à la diversification de notre clientèle et au fait qu'une partie considérable de nos activités reposent sur des contrats à long terme. En fait, nos activités de distribution, nos activités d'édition d'ouvrages pédagogiques et nos nouveaux services de communications marketing ont crû au cours du deuxième trimestre, alors que nos activités d'impression de circulaires et de journaux, nos activités d'édition de journaux et nos activités mexicaines se sont bien tirées d'affaires malgré la conjoncture difficile.

Cela dit, certaines de nos activités ont été plus durement touchées par les conditions qui prévalent dans les marchés, soit nos activités de publipostage aux États-Unis, nos activités d'impression de produits marketing (produits commerciaux), de magazines, de livres et de catalogues, ainsi que nos activités d'édition de magazines. Par conséquent, nous avons lancé un plan de restructuration de nos activités de publipostage aux États-Unis à l'automne 2008, puis un autre plan visant le reste de nos activités en février 2009. Au deuxième trimestre, nous avons mis en œuvre des mesures de rationalisation supplémentaires, en réponse à la détérioration de nos activités de publipostage aux États-Unis et nos activités d'impression de produits commerciaux. Nos activités de publipostage aux États-Unis ont été les plus touchées, et de loin : les revenus y sont en baisse d'environ 50 %. Ces mesures de rationalisation supplémentaires nous ont permis de réduire notre structure de coûts et de maintenir des flux monétaires positifs. Malgré l'augmentation des coûts de restructuration attribuable à l'ensemble de ces mesures de rationalisation, les réductions de coûts prévues devraient elles aussi augmenter. Sur une base consolidée, nous avons réduit nos coûts d'environ 25 millions de dollars au cours de la première moitié de l'année, ce qui dépasse nos attentes initiales, puisque les mesures de rationalisation supplémentaires ont été mises en œuvre en réponse à la détérioration des conditions de marchés dans deux de nos créneaux. Par conséquent, nous prévoyons désormais dépasser de 25 millions de dollars notre première estimation de réductions des coûts. Nous prévoyons en effet générer des réductions de coûts de 75 millions de dollars pour l'exercice 2009 et de 100 millions sur une base annualisée.

Par ailleurs, malgré les difficultés économiques actuelles, nous avons mené à bien un certain nombre d'activités de financement et de refinancement. Au cours du deuxième trimestre, nous avons complété un placement privé de 100 millions de dollars en débetures non garanties auprès du Fonds de solidarité de la FTQ et nous avons prolongé pour une année supplémentaire notre programme de titrisation des débiteurs de 300 millions. Depuis la fin du trimestre, nous avons renouvelé, pour une année, une facilité de crédit de 125,3 millions de dollars auprès de membres de notre syndicat bancaire et nous avons conclu une entente visant un financement de 100 millions consenti par la Caisse de dépôt et placement du Québec par l'entremise d'un prêt à terme de cinq ans. De plus, nous avons obtenu un certain nombre de nouveaux clients pour nos services de communications marketing, nous avons mis en œuvre de grands projets d'investissements en immobilisations et nous avons étendu notre offre axée sur nos plateformes numériques, dans notre secteur des médias.

FAITS SAILLANTS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

- Au deuxième trimestre de 2009, nos revenus ont diminué de 5,3 %. Ils se sont chiffrés à 563,4 millions de dollars, comparativement à 595,1 millions au deuxième trimestre de 2008. Cette baisse est surtout attribuable à la réduction du volume dans nos activités de publipostage aux États-Unis et, dans une moindre mesure, à l'impression de produits marketing, à l'impression de magazines, de livres et de catalogues, ainsi qu'à nos activités d'édition de magazines, en raison de la récession qui touche présentement l'Amérique du Nord. Cette baisse a été limitée par les contributions positives des acquisitions, déduction faite des dispositions et des fermetures, par l'effet du papier et par l'effet des taux de change, combinés à la croissance de nos activités de distribution, de nos activités d'édition d'ouvrages pédagogiques et de nos nouveaux services de communications marketing.

- Nous avons intensifié les mesures de rationalisation pour nous adapter à la détérioration des conditions des marchés pour nos activités de publipostage aux États-Unis et pour l'impression de produits marketing. Nous entendons générer ainsi environ 100 millions de dollars en réductions de coûts sur une base annualisée, comparativement aux 75 millions préalablement prévus.
- Nous avons généré environ 25 millions de dollars en réductions de coûts au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, par suite de nos mesures de rationalisation. En effet, l'équivalent d'approximativement 1400 postes ont été éliminés, nous avons consolidé des imprimeries et cessé la publication de certains titres imprimés, entre autres initiatives.
- Une somme de 27,5 millions de dollars avant impôts (19,7 millions après impôts) a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de 2009 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration », relativement à la consolidation de nos activités de publipostage aux États-Unis, ainsi qu'aux mesures de rationalisation annoncées en février en raison de la baisse de la demande pour les produits et services de certaines de nos activités.
- Une somme de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,8 millions après impôts) a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de 2009 sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondent à la radiation d'écarts d'acquisition dans le Secteur des communications marketing, associés, essentiellement, à nos activités d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants imputés aux résultats sont liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.
- Au cours du deuxième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 17,5 %. Il s'est établi à 47,1 millions de dollars, comparativement à 57,1 millions au deuxième trimestre de 2008. Cette diminution est surtout attribuable à la baisse du volume dans nos activités de publipostage aux États-Unis, à l'impression de produits marketing, à l'impression de magazines, de livres et de catalogues, ainsi qu'à nos activités d'édition de magazines, tel que mentionné plus haut. Cette baisse a été partiellement compensée par les réductions de coûts et par l'effet positif des taux de change.
- La marge d'exploitation ajustée a diminué, s'établissant à 8,3 % au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 9,6 % au deuxième trimestre de 2008. Cette variation est largement attribuable à une érosion considérable des marges réalisées par nos activités de publipostage aux États-Unis et, dans une moindre mesure, par nos activités d'édition de magazines.
- Le bénéfice net a diminué, passant de 36,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à une perte de 144,3 millions au deuxième trimestre de 2009. Cette baisse est surtout attribuable à une variation défavorable des éléments inhabituels (liés principalement à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, à la dépréciation d'actifs et aux frais de restructuration, ainsi qu'à des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices) et à la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté, partiellement compensés par la réduction des impôts sur les bénéfices. Par action, le bénéfice net a diminué, passant de 0,45 \$ à une perte de 1,79 \$.
- Le bénéfice net ajusté, excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, a diminué de 3,9 millions de dollars, ou 11,4 %, passant de 34,1 millions au deuxième trimestre de 2008 à 30,2 millions au deuxième trimestre de 2009. Par action, le bénéfice net ajusté a diminué de 0,05 \$, passant de 0,42 \$ à 0,37 \$.
- Standard & Poor's a réduit la cote de crédit de Transcontinental, la faisant passer de BBB avec perspective stable à BBB (-) avec perspective stable, le 6 avril 2009. Par contre, DBRS n'a pas modifié sa cote de crédit, soit BBB (H) avec perspective stable.

- Nous avons conclu un certain nombre d'ententes de financement et de refinancement au cours du trimestre : nous avons prolongé notre programme de titrisation des débiteurs de 300 millions pour une année supplémentaire et nous avons complété un placement privé de 100 millions de dollars en débentures non garanties auprès du Fonds de solidarité de la FTQ. Après la fin du trimestre, nous avons renouvelé des facilités de crédit de 125,3 millions de dollars pour un an auprès de membres de notre syndicat bancaire et nous avons obtenu un financement de 100 millions de dollars de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).
- Nous avons investi plus de 50 millions de dollars dans des projets d'envergure déjà annoncés, soit le projet du *San Francisco Chronicle*, le projet du quotidien *The Globe and Mail* et le projet de Transmag.
- Nous avons signé un certain nombre de contrats visant nos nouveaux services de communications marketing.
- Maintien du dividende trimestriel à 0,08 \$ par action.
- Saine position financière avec un ratio d'endettement net sur capitalisation totale de 49 % au 30 avril 2009, soit la tranche supérieure de l'intervalle visé.
- Annonce de la nomination de Christian Trudeau au poste de président de notre secteur des communications marketing.

TRANSCONTINENTAL

Transcontinental offre des services d'impression, d'édition et de marketing procurant une valeur exceptionnelle à ses clients, et propose également une plateforme intégrée unique leur permettant de joindre et de fidéliser leur public cible. Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et le sixième en Amérique du Nord. La Société est en outre le plus important éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français au Canada, le deuxième éditeur de journaux locaux et régionaux au pays, et sa plateforme numérique diffuse un contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Le secteur des communications marketing propose des services de publicité et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing par courriel et de communications sur mesure. Transcontinental est une entreprise en croissance avec une culture axée sur l'amélioration continue et la discipline financière et qui place au cœur de sa pratique d'affaires un ensemble de valeurs, dont le respect, l'innovation et l'intégrité. Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B) compte approximativement 13 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2008.

STRATÉGIE

Notre objectif ultime est d'assurer la croissance durable et la rentabilité à long terme de Transcontinental pour l'intérêt commun de nos employés, de nos clients et de nos actionnaires, les trois piliers de l'entreprise. Notre stratégie repose sur plusieurs principes fondamentaux : nous voulons être les chefs de file dans les marchés que nous desservons, maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions, entretenir notre culture axée sur l'amélioration continue et exercer une approche disciplinée de la gestion financière. Ces principes sous-jacents se reflètent dans notre projet d'affaires *Évolution 2010*.

Cela dit, notre mission est principalement d'aider nos clients à identifier, à rejoindre et à fidéliser leurs consommateurs cibles. Nous réalisons notre mission en offrant des produits et services dans les domaines de l'impression, de l'édition et du marketing, dont plusieurs reposent sur de nouvelles plateformes technologiques en ligne, auxquelles nos clients recourent de plus en plus pour leurs campagnes de marketing. Nous continuons à nous adapter aux nouvelles réalités de marchés de nos clients afin de les aider à accroître le rendement de leurs investissements publicitaires. Ainsi, notre vision consiste à nous tailler une place de chef de file en Amérique du Nord à titre de fournisseur de solutions de communication et à le faire de façon profitable.

Notre stratégie à deux volets

À la lumière du nouvel environnement, nous avons recentré notre stratégie de manière à continuer d'accomplir notre mission. Nous croyons que nous pouvons y parvenir grâce à une approche à deux volets : (1) utiliser nos activités existantes comme levier et (2) développer de nouvelles avenues dans le domaine des communications marketing. Nous croyons pouvoir ainsi maximiser notre potentiel de croissance.

1) Utiliser nos activités existantes comme levier

Tout au long de notre histoire, nous avons posé de solides fondations pour assurer notre croissance future. Nous sommes dotés d'avantages cruciaux qui peuvent nous aider à faire croître de nouveaux services : nous maîtrisons l'impression de produits de communication, nous détenons des marques renommées, nous savons distribuer un contenu de qualité grâce à notre portée reposant sur nos plateformes multicanaux ciblées, et nous sommes en voie de devenir une entreprise axée sur les clients, en desservant tant les annonceurs que les consommateurs. Voici une liste d'éléments choisis parmi nos accomplissements au cours de l'exercice 2009 :

- En décembre 2008, nous avons signé un second contrat de six ans évalué à 150 millions de dollars auprès de Rogers Communications, pour la production de ses produits marketing.
- Nous avons investi plus de 100 millions de dollars dans des projets d'envergure déjà annoncés, soit le projet du *San Francisco Chronicle*, qui devrait démarrer au troisième trimestre, le projet du quotidien *The Globe and Mail* et le projet de Transcontinental Transmag.
- Lancement d'une nouvelle application mobile pour le magazine *Canadian Living* en décembre 2008. Les abonnées du magazine *Canadian Living* peuvent accéder à leur magazine féminin favori à partir de leur BlackBerry ou de leur iPhone en tapant simplement l'adresse m.canadianliving.com. Les applications mobiles gratuites pour le populaire magazine *The Hockey News* ont obtenu un succès retentissant. Lancé en septembre dernier, *The Hockey News Mobile* est devenu le compagnon indispensable de plus de 110 000 mordus de hockey, qui peuvent désormais télécharger les résultats des parties en temps réel et accéder à un riche contenu à partir de leur BlackBerry ou de leur iPhone.
- Obtention de la triple certification de traçabilité des produits forestiers pour l'ensemble de nos 45 installations au Canada et aux États-Unis. Une telle certification indique que le processus par lequel le papier est fabriqué respecte les normes de gestion durable des forêts. Transcontinental a reçu la certification du Conseil international de gestion forestière (FSC), du Programme d'aménagement forestier durable (SFI), ainsi que du Programme de reconnaissance des systèmes de certification forestière (PEFC).

En somme, nos activités existantes sont solides et génèrent des fonds considérables. Nous avons la ferme conviction de pouvoir faire croître nos activités au-dessus de la moyenne de l'industrie grâce à la crédibilité que nous avons acquise auprès des marchés au fil des années, à notre position avantageuse vis-à-vis de nos concurrents et à notre solide bilan financier.

2) Développer de nouvelles avenues dans le domaine des communications marketing

Transcontinental tire la majeure partie de ses revenus des budgets de marketing de ses clients. Jusqu'ici, nous nous sommes surtout concentrés sur l'aspect de la mise en œuvre des campagnes, dans la chaîne de valeur des services de marketing. À l'avenir, nous étendrons de plus en plus notre expertise sur l'ensemble de cette chaîne de valeur. Ainsi, en plus d'exploiter nos activités existantes, nous nous ouvrons sur de nouvelles avenues axées sur de nouvelles plateformes, sur la publicité personnalisée et sur une offre de service intégrée. Voici une liste d'éléments choisis parmi nos accomplissements au cours de l'exercice 2009 :

- Nous avons signé des contrats auprès de grandes marques qui deviennent ainsi clientes de nos services de communications marketing. Malgré que ces nouveaux clients proviennent d'une grande diversité d'industries, les contrats que nous avons signés avec eux s'inscrivent tous dans une même tendance, en cela qu'ils reflètent la capacité de Transcontinental à leur fournir une gamme complète de solutions conçues pour répondre à leurs différents besoins d'affaires et étoffer leur mixte de produits marketing. Parmi ces clients, mentionnons Reader's Digest Canada, le Shopping Channel et Courrier Purolator.
- Nous avons acquis Conversys inc., premier fournisseur canadien de publication en ligne spécialisé en transformation intégrée de matériel de marketing imprimé (circulaires, catalogues, etc.) en contenu Internet enrichi, interactif, convivial et harmonisé à la marque sur l'ensemble des canaux. Cette acquisition complète l'offre actuelle de communications imprimées et interactives de Transcontinental aux détaillants majeurs. Par ses services de marketing multicanal, Conversys permet aux entreprises d'accroître leurs ventes et d'intervenir plus efficacement auprès de leurs clients en produisant un flot constant de contenus sur des médias variés comprenant les sites Internet, le courriel et les outils portables. Conversys excelle par sa capacité à fournir une conversion de contenus et des services d'hébergement aux entreprises de détail de grande envergure.
- Nous avons acquis Redwood Custom Communications, un chef de file nord-américain de la communication sur mesure dont le siège social se trouve à Toronto. Redwood est une entreprise offrant une gamme complète de services de marketing et de communication, qui crée des solutions clés en main d'édition sur mesure et de contenu personnalisé pour l'imprimé et le numérique. L'offre de Redwood inclut aussi la compilation de données, la recherche et le suivi des résultats, le marketing par base de données, l'impression personnalisée, des services photo et des outils prémédia. Il s'agit d'un complément intéressant aux services déjà offerts par le secteur nouvellement créé des communications marketing de Transcontinental, comme l'analyse de base de données, le prémédia, le marketing par courriel, le marketing personnalisé et l'impression de produits marketing.
- Nous avons réalisé des investissements stratégiques d'environ 5,0 millions de dollars dans notre secteur des médias. Ces investissements étaient surtout reliés à nos plateformes numériques.
- Le secteur des communications marketing que nous avons récemment créé a remporté sept prix dans le cadre des Pearl Awards 2008, une compétition nord-américaine reconnaissant l'excellence du contenu, de la conception, du numérique et de la stratégie en édition sur mesure.

En somme, nous avons déjà commencé à développer notre nouvelle offre de service intégrée auprès des annonceurs. Nous croyons qu'une fois combinées, les fondations solides construites au fil des années grâce à nos activités existantes, notre stratégie de créneaux et l'exploitation des avenues qui émergent des nouvelles tendances nous placeront dans une position concurrentielle avantageuse pour exploiter les occasions qui se présenteront à long terme. En fait, nous croyons que nous pouvons déployer ces nouveaux services à un rythme beaucoup plus rapide que pour nos activités de base.

Cependant, nous prévoyons éprouver quelques écueils dans l'exploitation de ces nouvelles avenues. La récession pourrait ralentir la croissance de certains de ces nouveaux services. Notre défi demeurera de continuer à mettre l'accent sur la production, tout en nous concentrant davantage sur le marketing. Nous devons mieux intégrer nos processus de vente. Enfin, nous devons changer la perception du marché nous voyant d'abord comme un imprimeur et un éditeur. Malgré que la conjoncture économique ait quelque peu limité la croissance de ces nouveaux services, nous sommes parvenus à signer plusieurs nouveaux contrats. En effet, nous sommes en train de réorganiser nos processus de vente de manière à présenter une offre de service plus complète à nos clients.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Nouvelle structure

En soutien à notre stratégie de croissance, nous avons apporté des ajustements à notre structure d'exploitation, qui comprend trois secteurs depuis le 1^{er} novembre 2008.

Le secteur des médias regroupe nos activités d'édition de magazines, de journaux et de livres, nos activités de distribution, ainsi que plus de 120 sites Internet. La compétence clé de ce secteur est la création de contenus de qualité supérieure et leur déploiement sur de multiples plateformes. Ses quatre groupes ont été focalisés pour refléter deux de nos axes de croissance privilégiés : notre offre de contenus et de solutions pour la femme canadienne, et une offre pour les communautés locales qui intègre désormais nos activités d'édition de journaux et de distribution. Le secteur de l'impression regroupe nos services aux éditeurs de journaux, de livres et de magazines, nos activités mexicaines, nos activités de publipostage, ainsi que notre offre de service aux détaillants. Sa compétence clé est l'excellence manufacturière. Son défi sera double : développer une offre de service d'impression intégrée et personnalisée pour les éditeurs, l'un de nos axes de croissance privilégiés, ainsi que pour les détaillants; et continuer d'améliorer notre efficacité et de réduire nos coûts.

Le secteur des communications marketing regroupe nos activités d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing direct en ligne, de marketing personnalisé, de communication sur mesure, de circulaires électroniques, ainsi que nos activités d'impression de produits marketing et de gestion optimale des commandes (« fulfillment »). Sa compétence clé est la connaissance des dernières tendances en matière de marketing et des nouvelles plateformes pour rejoindre les consommateurs. Le défi de cette équipe consistera à développer une offre intégrée de service de communications marketing, l'un de nos quatre axes de croissance privilégiés.

Importantes mesures de rationalisation

Le 18 février 2009, nous avons annoncé d'importantes mesures de rationalisation afin de maintenir notre solide position financière et de faire face au grave ralentissement de la demande pour certains de nos produits et services, surtout dans le cadre de nos activités de publipostage aux États-Unis, d'impression de produits marketing et d'édition de magazines. Voici une description de ce que nous avons accompli jusqu'ici :

- L'équivalent d'approximativement 1400 postes ont été éliminés, dont plus de la moitié aux États-Unis.
- Nous avons cessé de publier quelques titres imprimés, consolidé quatre imprimeries et nous sommes en train de procéder à la consolidation d'autres imprimeries. Nous procédons actuellement à l'évaluation d'autres titres non performants et nous examinons l'ensemble de notre capacité d'impression afin de dégager de nouvelles avenues.
- D'autres initiatives extraordinaires ont été mises en œuvre, dont un gel d'embauches, des congés sans solde et des réductions de la semaine de travail. Les cadres supérieurs de la Société ont décidé de prendre deux semaines de congé sans solde mais de les travailler quand même, ce qui représente une diminution de salaire de 4 %. Le président exécutif du conseil et le président et chef de la direction ont réduit leur salaire de 10 % et les membres du conseil d'administration ont accepté un gel de leurs honoraires annuels.
- D'autres mesures sont déployées, tant au Canada et aux États-Unis qu'au Mexique.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons dû intensifier les mesures de rationalisation pour nous adapter à la détérioration des conditions des marchés pour nos activités de publipostage aux États-Unis et pour l'impression de produits marketing. Par conséquent, les frais de restructuration totaux liés à ce plan ont augmenté. En effet, nous entendons éliminer 1750 emplois en tout, plutôt que les 1500 prévus au départ. Ce plan de rationalisation représente des coûts considérables pour la Société, mais lorsque complété, il protégera sa santé financière. Les coûts totaux

reliés à ce plan devraient atteindre 91,5 millions de dollars avant impôts. Pour l'exercice 2009, les coûts devraient atteindre 68,7 millions de dollars avant impôts, dont 27,2 millions hors caisse, tel qu'indiqué dans le tableau suivant.

COÛTS DE RESTRUCTURATION

(en millions de dollars)	2008	T1-09	T2-09	2009 Résiduel	2009 Total	Plan Total
Réduction d'effectifs	7,7	2,6	14,4	6,3	23,3	31,0
Autres coûts	0,0	9,9	4,7	3,6	18,2	18,2
Coûts monétaires totaux	7,7	12,5	19,1	9,9	41,5	49,2
Dépréciation d'actifs (hors caisse)	15,1	18,8	8,4	0,0	27,2	42,3
Coûts totaux	22,8	31,3	27,5	9,9	68,7	91,5

Étant donné que nous avons intensifié nos mesures de rationalisation, nous prévoyons générer davantage de réductions de coûts. Nous prévoyons générer 100 millions de dollars en réductions de coûts sur une base annualisée, plutôt que les 75 millions prévus au départ. Pour l'exercice 2009, nous prévoyons générer 75 millions de dollars, plutôt que les 50 millions prévus au départ. Au cours de la première moitié de l'année, nous avons généré environ 25 millions de dollars en réductions de coûts.

ENVIRONNEMENT

Nous reconnaissons le caractère crucial des enjeux environnementaux et prenons de grandes précautions pour protéger la nature. Transcontinental ne figure pas parmi les grands producteurs de gaz à effet de serre (GES), mais cela ne nous dispense pas de nous soucier de l'effet de nos activités sur la qualité de l'air. Comme nous nous efforçons chaque jour de réduire notre impact sur l'environnement, nos politiques et procédures d'entreprise en matière d'environnement se fondent sur trois principes directeurs : (1) protéger l'environnement pour la présente génération et les générations futures; (2) réduire les risques et améliorer l'efficacité, et (3) introduire des technologies et des procédés perfectionnés. Voici la description de nos politiques environnementales, ainsi que quelques exemples de la manière dont nous les mettons en œuvre.

Politiques

- *Politique en matière d'achat de papier* – Transcontinental encourage l'utilisation de papiers respectueux de l'environnement. Pour l'approvisionnement en fibres, Transcontinental favorise l'utilisation de papiers contenant le plus grand pourcentage possible de fibres postconsommation et désencrées et encourage l'utilisation de papiers faits de fibres postconsommation récupérées ou de fibres autres que celles provenant de bois vierge. Lorsqu'on doit utiliser des fibres de bois vierge, la préférence est accordée aux fibres provenant de forêts dont la gestion durable est certifiée par un organisme reconnu et éviter les fibres issues de forêts de haute valeur pour la conservation où ces valeurs ne sont pas protégées. D'autres papiers peuvent aussi être proposés dans les cas où l'on peut démontrer leur avantage global pour l'environnement, conformément aux principes du développement durable. Nous expliquerons ces points plus en détail au fur et à mesure que nous obtiendrons de plus amples renseignements sur les aspects environnementaux de chaque type de papier.
- *Respect des exigences juridiques applicables* – Nous nous conformons, à tous égards importants, à toutes les lois et règlements en matière d'environnement édictés par les gouvernements fédéral et provinciaux, les États, les municipalités et les localités.

- *Protection de l'environnement*
 - Gérance des produits – Transcontinental reconnaît sa part de responsabilité liée aux effets de ses produits pour l'environnement. C'est pourquoi nous coopérons avec les autres organismes publics et privés pour mettre sur pied des systèmes destinés à la récupération, à la réutilisation et au recyclage des produits de la Société.
 - Éco-efficacité – Nous nous efforcerons d'améliorer nos produits et nos procédés de manière à réduire progressivement la production régulière de rejets polluants et à utiliser les ressources efficacement.
 - Changements climatiques et consommation d'énergie – Nous reconnaissons le double défi que représentent les changements climatiques et la pérennité des sources d'énergie. Par conséquent, nous maximiserons l'efficacité de nos activités et nous favoriserons une transition vers les carburants à faible teneur en carbone et les énergies renouvelables.
 - Gestion des déchets – Transcontinental s'efforcera de réduire ses déchets, ainsi que de réutiliser et recycler ses matériaux. Nous nous efforcerons de générer le moins de déchets dangereux possible.
 - Gestion des risques – Nous nous efforcerons d'éviter les déversements accidentels de polluants dans l'environnement et nous préparerons des plans d'urgence qui nous permettront de limiter rapidement tout incident potentiellement dommageable pour l'environnement et de procéder au nettoyage nécessaire. Nous évaluons les risques environnementaux avant d'acquiescer tout immeuble ou toute entreprise, de modifier toute activité majeure, ou d'entreprendre toute nouvelle activité d'importance.
 - Amélioration de la chaîne d'approvisionnement – Nous encourageons nos fournisseurs à adopter des pratiques environnementales conformes à cette politique.
- *Surveillance et reddition de comptes* – Nous surveillons notre rendement en ce qui a trait à l'exécution de cette politique.
- *Communications* – Nous favorisons l'ouverture et le dialogue avec tous les intervenants, incluant les employés, les législateurs, les voisins, les actionnaires, les fournisseurs, les clients et le grand public, au sujet des effets des activités de Transcontinental sur l'environnement et nous répondrons à leurs préoccupations légitimes.
- *Amélioration continue* – Transcontinental s'efforce d'améliorer continuellement ses résultats en matière d'environnement.

Certification et mise en œuvre

- Les 45 installations d'impression de Transcontinental au Canada et aux États-Unis ont obtenu la triple certification de traçabilité des produits forestiers, ce qui garantit que le processus par lequel le papier est fabriqué respecte les plus hautes normes de gestion durable des forêts. Transcontinental a reçu la certification du Conseil international de gestion forestière (FSC), du Programme d'aménagement forestier durable (SFI), ainsi que du Programme de reconnaissance des systèmes de certification forestière (PEFC).

- En 2007, Transcontinental s'est donné une politique avant-gardiste d'achat de papier allant bien au-delà des normes et des certifications reconnues. Depuis, les dirigeants ont entrepris de sensibiliser les fournisseurs et les clients afin de les aider à franchir ce pas ensemble. La Société est fière de rendre public un premier résultat concret et vérifiable de cette action quotidienne : de 2007 à 2008, l'utilisation par les clients de Transcontinental du papier classé catégorie « or », qui est au sommet en matière de respect des normes de gestion durable des forêts, a augmenté de 37 %. Et cette augmentation a continué de s'intensifier au cours de la première moitié de l'année.
- Transcontinental a développé une classification des papiers environnementaux et des documents connexes qui guideront la mise en œuvre de cette politique. Vous pouvez consulter la classification environnementale des papiers de Transcontinental sur notre site Internet : www.transcontinental.com.
- Transcontinental a commencé à utiliser le sac de plastique biodégradable certifié d'Environmental Products inc. (EPI) pour son Publisac, l'outil bien connu de distribution de matériel publicitaire de porte en porte dans les foyers du Québec et de l'est de l'Ontario. Le plastique utilisé est conçu pour se désagréger et se fragmenter totalement en 90 à 120 jours et pour se biodégrader dans les 12 à 24 mois suivant son enfouissement.
- Nous soutenons le Projet de divulgation des émissions de CO₂ destiné à réduire la production de dioxyde de carbone (« Carbon Disclosure Project »). Le soutien de Transcontinental au projet de divulgation des émissions de CO₂ confirme son souci pour l'environnement tout en démontrant son engagement en faveur de la recherche continue de nouvelles manières de préserver notre planète.
- Au début de 2009, nous avons adopté une Politique énergétique qui vise à réduire la consommation d'énergie à tous les niveaux de la Société.
- De nombreuses initiatives plus modestes sont portées chaque jour par la Société, telles que la promotion des transports en commun, l'élimination des verres en styromousse ou la mise sur pied de systèmes de covoiturage.

Données financières choisies Non vérifiées

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril			Six mois terminés les 30 avril		
	2009	2008 ⁽¹⁾	Variation en %	2009	2008 ⁽¹⁾	Variation en %
Exploitation						
Revenus	563,4 \$	595,1 \$	(5)	1 167,5 \$	1 191,1 \$	(2)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ^{(2) (3)}	80,5	89,0	(10)	138,8	171,4	(19)
Bénéfice (perte) d'exploitation	(149,7)	54,7	-	(155,7)	103,1	-
Bénéfice d'exploitation ajusté ^{(2) (4)}	47,1	57,1	(18)	72,4	107,4	(33)
Bénéfice net (perte nette)	(144,3)	36,9	-	(150,7)	71,0	-
Bénéfice net ajusté ^{(2) (5)}	30,2	34,1	(11)	45,3	62,5	(28)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽²⁾	50,2	75,7	(34)	94,7	144,2	(34)
Fonds générés par les activités d'exploitation	(21,9)	21,5	-	(12,4)	54,5	-
Investissements						
Acquisitions d'immobilisations corporelles	64,2	60,2	7	162,9	91,5	-
Acquisitions d'entreprises ⁽⁶⁾	1,3	13,9	-	13,0	16,9	(23)
Situation financière						
Total de l'actif				2 479,2	2 470,2	-
Endettement net ^{(2) (7)}				916,8	626,1	46
Capitaux propres				942,0	1 194,1	(21)
Endettement net / Capitalisation totale				49%	34%	44
Données par action (de base)						
Bénéfice net (perte nette)	(1,79) \$	0,45 \$	-	(1,87) \$	0,86 \$	-
Bénéfice net ajusté ^{(2) (5)}	0,37	0,42	(12)	0,56	0,76	(26)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽²⁾	0,62	0,93	(33)	1,17	1,74	(33)
Fonds générés par les activités d'exploitation	(0,27)	0,26	-	(0,15)	0,66	-
Dividendes sur actions	(0,08)	(0,08)	-	(0,16)	(0,15)	7
Capitaux propres	(0,08)	(0,08)	-	11,66	14,76	(21)
Nombre moyen d'actions en circulation (en millions)	80,8	81,8		80,8	82,7	
Nombre d'actions en fin de période (en millions)	80,8	80,9		80,8	80,9	

⁽¹⁾ Les soldes de bilan au 30 avril 2008 ont été retraités (voir la note 2 des états financiers consolidés).

⁽²⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 26 de ce *Rapport de gestion*.

⁽³⁾ Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté est défini par le bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles.

⁽⁴⁾ Le bénéfice d'exploitation ajusté est défini par le bénéfice d'exploitation avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles.

⁽⁵⁾ Le bénéfice net ajusté est défini par le bénéfice net avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles, déduction faite des impôts sur les bénéfices, et les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices.

⁽⁶⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.

⁽⁷⁾ L'endettement net est défini par la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme et le découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	%	Bénéfice net	%
Résultats - pour le deuxième trimestre 2008	595,1 \$		57,1 \$		36,9 \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	17,4	2,9 %	0,1	0,2 %	(0,4)	(1,1) %
Activités existantes						
Effet du papier	14,0	2,4 %	(1,1)	(1,9) %	(0,8)	(2,2) %
Effet des taux de change	21,1	3,5 %	5,0	8,8 %	3,0	8,1 %
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	(177,3)	(480,5) %
Croissance interne (négative)	(84,2)	(14,1) %	(14,0)	(24,5) %	(5,7)	(15,4) %
Résultats - pour le deuxième trimestre 2009	563,4 \$	(5,3) %	47,1 \$	(17,5) %	(144,3) \$	(491,1) %

⁽¹⁾ Le bénéfice d'exploitation ajusté est défini par le bénéfice d'exploitation avant dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles.

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du deuxième trimestre de 2009 et ceux du deuxième trimestre de 2008.

- L'acquisition de Rastar inc., ThinData inc., Redwood Custom Communications et Conversys inc., ainsi que les acquisitions de petites tailles mais stratégiques, ont ajouté 17,4 millions de dollars aux revenus et 0,1 million au bénéfice d'exploitation ajusté. La faible marge issue de ces acquisitions s'explique principalement par la récente réduction des budgets de marketing de nos clients, surtout dans le domaine de l'automobile. Déduction faite des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur effet négatif sur le bénéfice net s'est établi à 0,4 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 14,0 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet négatif de 1,1 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 0,8 million sur le bénéfice net.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine ont eu un effet considérable sur les résultats du deuxième trimestre de 2009, puisqu'elles ont occasionné des augmentations de 21,1 millions de dollars des revenus et de 5,0 millions du bénéfice d'exploitation ajusté. Il est important de noter que la variation du taux de change moyen au cours du deuxième trimestre de 2009, comparativement à la moyenne au cours du deuxième trimestre de 2008, s'établissait à 22,3 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et à 7,3 %, en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. En ce qui a trait aux revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet positif de 15,8 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet positif s'est chiffré à 5,3 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet positif de 0,5 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du

programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet positif de 3,5 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 1,0 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 3,0 millions de dollars, ce qui représente une variation à la hausse de 8,1 % du bénéfice net.

- La croissance interne négative des revenus s'est établie à 84,2 millions de dollars, ou 14,1 % au deuxième trimestre 2009. Cette baisse est largement attribuée aux effets de la crise financière sur nos activités de publipostage aux États-Unis, où environ 40 % de la diminution totale a été constatée. Au Canada, la récession a surtout touché nos activités d'impression de produits marketing, d'impression de magazines, de livres et de catalogues, ainsi que nos activités d'édition de magazines. Nos activités d'impression de journaux et de produits de détail et nos activités d'édition de journaux ont aussi été touchées par la récession, mais dans une moindre mesure. Les baisses constatées dans ces activités ont été légèrement compensées par la croissance des services de communications marketing, par l'édition d'ouvrages pédagogiques et par nos activités de distribution. En fait, la diminution de nos revenus a été moindre que la moyenne enregistrée dans notre industrie, grâce à notre stratégie de créneaux, à la diversification de notre clientèle et au fait qu'une partie considérable de nos activités reposent sur des contrats à long terme.
- La croissance interne négative du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 14,0 millions de dollars, ou 24,5 % au cours du deuxième trimestre 2009, est surtout attribuable à la baisse de volumes dans nos activités de publipostage aux États-Unis, à l'impression de produits marketing, à l'impression de magazines, de livres et de catalogues, ainsi qu'à nos activités d'édition de magazines, tel que mentionné plus haut. Cette baisse a été partiellement compensée par les réductions de coûts attribuables à notre plan de rationalisation.

Amortissement

Les dépenses en amortissement se sont accrues de 1,5 million de dollars, soit 4,7 %, au deuxième trimestre de 2009. Elles s'établissent à 33,4 millions de dollars, comparativement à 31,9 millions au deuxième trimestre de 2008. Cette hausse provient principalement des acquisitions, de l'effet relié aux taux de change et des récents investissements en immobilisations, partiellement compensés par les radiations d'actifs reliées aux mesures de rationalisation.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au deuxième trimestre de 2009, un montant de 27,5 millions de dollars avant impôts (19,7 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Dépréciation d'actifs de 8,4 millions de dollars avant impôts (6,0 millions après impôts) essentiellement reliée à du matériel de production qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse de l'activité de certaines de nos entités.
- Frais de restructuration de 19,1 millions de dollars avant impôts (13,7 millions après impôts) reliés à la consolidation des activités de publipostage aux États-Unis annoncée au quatrième trimestre de l'exercice 2008, ainsi qu'aux mesures de rationalisation annoncées en février 2009 en raison de la baisse de la demande pour les produits et services dans certains de nos créneaux.

Au deuxième trimestre de 2008, un montant de 2,4 millions de dollars avant impôts (1,7 million après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 2,3 millions de dollars sont reliés à la fermeture du *The Daily News* à Halifax et 0,1 million est relié au plan de restructuration de nos activités d'impression de produits commerciaux lancé en 2007.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au deuxième trimestre de 2009, un montant de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,8 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondent à la radiation d'écarts d'acquisition dans le Secteur des communications marketing, associés, essentiellement, à nos activités d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants imputés aux résultats sont liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 0,9 million de dollars, soit 9,8 %. Ils s'établissent à 10,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 9,2 millions au deuxième trimestre de 2008. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de l'endettement net relié à l'acquisition d'immobilisations corporelles et aux acquisitions d'entreprises, combinées à l'effet relié aux taux de change, partiellement compensés par la baisse des taux d'intérêt.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 24,0 millions de dollars, passant de 8,6 millions au deuxième trimestre de 2008 à un recouvrement de 15,4 millions pour le deuxième trimestre de 2009. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et sur la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 7,0 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 18,8 %, comparativement à 13,8 millions, ou 28,8 %, au deuxième trimestre de 2008. Cette diminution est surtout attribuable aux changements apportés à la répartition géographique des bénéfices avant impôts et à divers autres facteurs.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a conclu une entente avec les autorités fiscales et a réglé son obligation à l'égard de la Loi 15 adoptée en juin 2006 pour un montant de 3,9 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, un montant de 8,4 millions de dollars avait été comptabilisé relativement à cette obligation. Une diminution de 4,5 millions de dollars de la dépense d'impôts exigibles a donc été enregistrée pour refléter ce règlement.

Bénéfice net

Le bénéfice net a diminué, passant de 36,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à une perte de 144,3 millions au deuxième trimestre de 2009. Cette diminution est surtout attribuable à une variation défavorable des éléments inhabituels (liés principalement à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, à la dépréciation d'actifs et aux frais de restructuration, ainsi qu'à des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices) et à la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté, partiellement compensées par la réduction des impôts sur les bénéfices. Par action, le bénéfice net a diminué, passant de 0,45 \$ à une perte de 1,79 \$.

Le bénéfice net ajusté, excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, a diminué de

3,9 millions de dollars, ou 11,4 %, passant de 34,1 millions au deuxième trimestre de 2008 à 30,2 millions au deuxième trimestre de 2009. Par action, le bénéfice net ajusté a diminué de 0,05 \$, passant de 0,42 \$ à 0,37 \$.

En excluant l'effet positif relié aux taux de change au deuxième trimestre de 2009, le bénéfice par action ajusté aurait été de 0,33 \$, ce qui aurait représenté une baisse de 21,4 % comparativement au deuxième trimestre de 2008. Cette mesure constitue un bon indicateur du rendement net de l'exploitation au cours du deuxième trimestre de 2009.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

Analyse des principaux écarts - Résultats sectoriels Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des communications marketing	Secteur des médias	Résultats intersectoriels et autres résultats	Résultats consolidés
Revenus - pour le deuxième trimestre 2008	375,5 \$	85,2 \$	158,0 \$	(23,6) \$	595,1 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	-	16,9	0,5	-	17,4
Activités existantes					
Effet du papier	14,2	(0,2)	-	-	14,0
Taux de change	19,8	1,3	-	-	21,1
Croissance interne (négative)	(61,6)	(14,2)	(7,3)	(1,1)	(84,2)
Revenus - pour le deuxième trimestre 2009	347,9 \$	89,0 \$	151,2 \$	(24,7) \$	563,4 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté⁽¹⁾ - pour le deuxième trimestre 2008	36,9 \$	1,9 \$	26,0 \$	(7,7) \$	57,1 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	-	-	0,1	-	0,1
Activités existantes					
Effet du papier	-	-	(1,1)	-	(1,1)
Taux de change	4,1	0,9	-	-	5,0
Croissance interne négative	(10,3)	(4,0)	(3,7)	4,0	(14,0)
Bénéfice d'exploitation ajusté⁽¹⁾ - pour le deuxième trimestre 2009	30,7 \$	(1,2) \$	21,3 \$	(3,7) \$	47,1 \$

⁽¹⁾ Le bénéfice d'exploitation ajusté est défini par le bénéfice d'exploitation avant dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles.

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau ci-dessus et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 17) afférente aux états financiers consolidés pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009. La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté par secteur d'exploitation pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance financière des différents segments d'affaires de la Société. Il est important de noter que les résultats sectoriels pour le deuxième trimestre 2008 ont été reclassés afin de refléter la nouvelle structure d'exploitation :

- Secteur de l'impression : comprend le Groupe des magazines, des livres et des catalogues (issu de la fusion du Groupe des magazines et des catalogues et du Groupe du livre), le Groupe du Mexique, le Groupe des journaux (Impression), le Groupe du détail et le Groupe du publipostage.
- Secteur des communications marketing : comprend le Groupe des communications sur mesure (Redwood Custom Communications et Transcontinental Custom Communications ont été transférés du Groupe des solutions aux consommateurs appelé auparavant Groupe du magazine, dans le secteur des médias), le Groupe du marketing personnalisé (Rastar inc.), le Groupe du prémédia, le Groupe du marketing direct en ligne (ThinData inc.), le Groupe d'analyse de données (l'entité de Transcontinental Database Marketing a été transférée du Groupe du prémédia) et le Groupe des produits marketing (les usines de PLM et de Yorkville ont été transférées du Groupe des magazines et des catalogues).

- Secteur des médias : comprend le Groupe des solutions aux consommateurs (appelé auparavant Groupe du magazine), le Groupe des solutions d'affaires et d'édition de livres (issu de la fusion des magazines économiques transférés du Groupe des solutions aux consommateurs et du Groupe de l'édition de livres, appelé auparavant Groupe d'édition pédagogique), le Groupe des solutions aux communautés locales (issu de la fusion du Groupe des journaux [Médias] et du Groupe de la distribution) et le Groupe des solutions numériques.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué. Ils sont passés de 375,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à 347,9 millions au deuxième trimestre de 2009, soit une diminution de 27,6 millions, ou 7,4 %. En excluant l'effet du papier et l'effet des taux de change, les revenus ont diminué de 61,6 millions de dollars, soit 16,4 %. Des diminutions de revenus ont été constatées dans toutes nos entités d'affaires à des degrés divers, mais nos activités de publipostage aux États-Unis comptent pour plus de la moitié du total de cette baisse, puisque le marché pour cette activité a continué de se détériorer au cours du deuxième trimestre. Ces activités ont diminué de plus de 50 %, puisque les institutions financières ont continué de reporter leurs campagnes de publipostage ou les ont annulées. Comme nous avons été les premiers à ajuster notre structure de coûts, nous sommes désormais dans une position plus compétitive. Notre décision d'ajuster rapidement notre structure de coûts a aussi permis à nos activités de publipostage aux États-Unis de maintenir des flux monétaires positifs. Nous sommes parvenus à conserver notre part du marché malgré l'instabilité ambiante.

Nos autres activités d'impression ont elles aussi subi les contrecoups de la récession en cours en Amérique du Nord, mais dans une moindre mesure. Le Groupe des magazines, des livres et des catalogues a subi l'effet négatif des diminutions au chapitre du nombre de pages et des tirages de magazines, combinées à l'affaiblissement du marché pour l'exportation de ses produits aux États-Unis. Cette baisse a été partiellement compensée par l'entrée en vigueur du nouveau contrat avec Rogers, en février. De même, le Groupe des journaux a été touché par les diminutions au chapitre du nombre de pages et des tirages de journaux. Il convient toutefois de noter qu'à titre d'imprimeur, nous sommes moins touchés que les éditeurs par la diminution des revenus publicitaires. Le Groupe du détail a subi l'effet négatif de la réduction des programmes de certains clients de ses activités de base, mais cette baisse a été partiellement compensée par les retombées sur l'année entière du contrat avec Shoppers Drug Mart-Pharmaprix, entré en vigueur en avril de l'année dernière. Enfin, le Groupe du Mexique s'est bien tiré d'affaires malgré la conjoncture difficile.

La mise en œuvre de nos mesures de rationalisation est en bonne voie. Au deuxième trimestre, nous avons réduit notre structure de coûts grâce à diverses mesures, dont la réduction de notre main-d'œuvre. De plus, depuis la fin du trimestre, nous avons annoncé la fermeture d'une imprimerie de produits de détail et nous avons vendu une imprimerie de produits de détail aux États-Unis, axée sur une clientèle régionale, à la suite d'une révision des objectifs opérationnels de la Société dans cette région. Nous procédons actuellement à l'examen de la capacité de production de nos imprimeries afin de dégager de nouvelles avenues. Il est important de noter que le plein effet de nos mesures de rationalisation ne sera constaté qu'au cours de la deuxième moitié de l'année.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 6,2 millions de dollars, ou 16,8 %, passant de 36,9 millions au deuxième trimestre de 2008 à 30,7 millions au deuxième trimestre de 2009. En excluant l'effet du papier et l'effet des taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 10,3 millions de dollars, soit 27,9 %. De plus, en excluant aussi le Groupe du publipostage, le bénéfice d'exploitation ajusté aurait diminué de 5,7 millions de dollars, soit seulement 15,4 %. La croissance interne générée par le Groupe du détail grâce à l'amélioration de l'efficacité de la production et aux réductions de coûts dégagées par la mise en œuvre de notre plan de rationalisation a été plus que compensée par la baisse de volumes pour le Groupe du publipostage aux États-Unis et par le Groupe des magazines, des livres et des catalogues. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée a diminué, en s'établissant à 8,8 % au deuxième trimestre 2009, comparativement à 9,8 % au deuxième trimestre de 2008. Cette variation est

largement attribuable à une érosion considérable des marges réalisées par le Groupe du publipostage.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons planifié, optimisé et réalisé un certain nombre de projets manufacturiers d'envergure.

- Projet de Rogers (investissement de 20 millions de dollars pour l'impression de magazines) : nous avons réussi le démarrage de la nouvelle presse destinée à l'impression du portefeuille de magazines de Rogers. Le démarrage a été réalisé sans heurts et sans interruption majeure de nos activités existantes.
- Projet de Transmag (investissement de 60 millions de dollars pour des journaux locaux et régionaux) : nous imprimons déjà une partie des journaux sur les nouvelles presses, mais le rodage complet de ces dernières devrait être terminé au troisième trimestre.
- Projet du quotidien *The Globe and Mail* (investissement de 175 millions de dollars pour l'impartition de l'impression de journaux) : le projet avance bien et la production devrait commencer à la fin de 2010.
- Projet du *San Francisco Chronicle* (investissement de 230 millions de dollars américains pour l'impartition de l'impression de journaux) : nous réalisons présentement des tests en vue de l'impression du *San Francisco Chronicle*. L'impression devrait commencer au cours du troisième trimestre.

Au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2009, le secteur de l'impression concentrera ses efforts sur la mise en œuvre de ses mesures de rationalisation, sur les nombreux projets manufacturiers susmentionnés, ainsi que sur l'attraction de nouveaux clients. Plus précisément, le Groupe du publipostage se concentrera sur la protection de ses actifs et sur l'augmentation de sa part de marché. Cela dit, le marché demeure instable et imprévisible. Le Groupe des magazines, des livres et des catalogues bénéficiera du nouveau contrat avec Rogers, mais nous nous attendons à ce qu'il continue de subir les effets des diminutions au chapitre du nombre de pages et des tirages de magazines découlant de la diminution de la publicité nationale, de la réduction des budgets de marketing pour les catalogues et de la faible demande pour les ouvrages spécialisés et les ouvrages religieux. Le Groupe des journaux bénéficiera du démarrage du projet du *San Francisco Chronicle* et des installations de Transcontinental Transmag, mais nous nous attendons à ce qu'il continue de subir les effets des diminutions au chapitre du nombre de pages et des tirages de journaux. De plus, il concentrera ses efforts sur la planification et sur la réalisation du projet lié au quotidien *The Globe and Mail*. Le Groupe du détail continuera de bénéficier de ses activités de ventes croisées et devrait continuer à bien se tirer d'affaires. Cependant, ses revenus subiront l'effet négatif de la vente de l'une de ses usines aux États-Unis, dont la clientèle était régionale, à la suite d'une révision des objectifs opérationnels de la Société dans cette région. Enfin, le Groupe du Mexique devrait se tirer d'affaires dans cet environnement de marché.

Secteur des communications marketing

Les revenus du secteur des communications marketing ont augmenté. Ils sont passés de 85,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à 89,0 millions au deuxième trimestre de 2009, soit une hausse de 3,8 millions, ou 4,5 %. Les acquisitions (Rastar inc., ThinData inc., Redwood Custom Communications et Conversys) ont ajouté 16,9 millions de dollars aux revenus. En excluant les acquisitions, l'effet du papier et l'effet des taux de change, les revenus ont diminué de 14,2 millions de dollars, soit 16,7 %. La croissance interne générée par les nouveaux services de communications marketing grâce à la signature de nouveaux contrats a été plus que compensée par la baisse de volumes pour les activités d'impression de produits marketing attribuable à la détérioration du marché au cours du deuxième trimestre. Cependant, la baisse des volumes pour nos activités de base a été partiellement compensée par le nouveau contrat avec Rogers visant l'impression de ses produits marketing. Même si nos activités d'impression de produits marketing subissent une détérioration encore plus considérable des volumes, nous maintenons notre part de marché et nous avons réussi à orienter davantage nos activités vers le marketing personnalisé, comme en témoigne l'augmentation des revenus provenant de nos activités de marketing direct, de gestion optimale des commandes (« fulfilment ») et d'impression numérique.

La mise en œuvre de nos mesures de rationalisation est en bonne voie. Au cours du deuxième trimestre, nous avons réduit notre structure de coûts en fusionnant quatre imprimeries de produits commerciaux en deux usines et en réduisant notre main-d'œuvre. De plus, d'autres consolidations d'imprimeries sont en cours. Il est important de noter que le plein effet de nos mesures de rationalisation ne sera constaté qu'au cours de la deuxième moitié de l'année.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué. Il est passé de 1,9 million de dollars au deuxième trimestre de 2008 à une perte de 1,2 million au deuxième trimestre de 2009. Cela représente une baisse de 3,1 millions de dollars. Les entreprises acquises n'y ont pas contribué, car nos clients ont récemment réduit leurs budgets de marketing, particulièrement dans le domaine de l'automobile. En excluant l'effet relié aux taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 4,0 millions de dollars. La croissance interne générée par nos nouveaux services de communications marketing et les réductions de coûts dégagées grâce à la mise en œuvre du plan de rationalisation susmentionné ont été plus que compensées par la baisse du volume de nos activités d'impression de produits marketing. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée a diminué, passant de 2,2 % au deuxième trimestre de 2008 à une perte de 1,3 % au deuxième trimestre de 2009. Cette diminution de la marge est surtout attribuable aux conditions de marché difficiles pour l'impression de produits marketing.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons signé des contrats auprès d'un certain nombre de grandes marques qui deviennent ainsi clientes de nos services de communications marketing. Malgré que ces nouveaux clients proviennent d'une grande diversité d'industries, les contrats que nous avons signés avec eux s'inscrivent tous dans une même tendance, en cela qu'ils reflètent la capacité de Transcontinental à leur fournir une gamme complète de solutions conçues pour répondre à leurs différents besoins d'affaires et étoffer leur mixte de produits marketing. Parmi ces clients, mentionnons Reader's Digest Canada, le Shopping Channel et Courrier Purolator.

Au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2009, le secteur des communications marketing se concentrera sur la mise en œuvre de ses mesures de rationalisation et sur la croissance de ses nouveaux services de communications marketing. Plus précisément, le Groupe des produits marketing continuera d'explorer de nouvelles façons d'améliorer sa compétitivité dans le contexte actuel du marché et de transformer son offre de manière à proposer des produits de marketing plus personnalisés. Cependant, les conditions de marché qu'affronte ce groupe ne devraient pas s'améliorer tant que l'économie ne montrera pas de signes de reprise. Par contre, les nouveaux services de communications marketing se concentreront sur l'intégration de leurs nouvelles acquisitions, sur la prospection de nouvelles acquisitions stratégiques et sur la mise sur pied d'une offre complète à présenter aux clients actuels et aux clients potentiels. Il est important de garder à l'esprit que malgré que ces nouveaux services de communications marketing soient très prometteurs, la conjoncture économique devrait continuer de freiner leur croissance.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué. Ils sont passés de 158,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à 151,2 millions au deuxième trimestre de 2009, soit une diminution de 6,8 millions, ou 4,3 %. Les acquisitions de petites tailles mais stratégiques réalisées en 2008, déduction faite des dispositions et des fermetures, ont entraîné un effet positif de 0,5 million de dollars sur les revenus. En excluant les acquisitions, les dispositions et les fermetures, les revenus ont diminué de 7,3 millions de dollars, ou 4,6 %. La croissance interne générée par nos activités d'édition d'ouvrages pédagogiques et par nos activités de distribution a été plus que compensée par une diminution de la publicité nationale pour nos activités d'édition de magazines destinés aux consommateurs et de magazines économiques et, dans une moindre mesure, par la diminution de la publicité locale placée dans nos journaux locaux et régionaux.

La mise en œuvre de nos mesures de rationalisation est en bonne voie. Au cours du deuxième trimestre, nous avons réduit notre structure de coûts en cessant de publier quelques titres imprimés sous-performants, dont *Canadian Home and Country* et *Vision Durable*, et nous avons réduit notre main-d'œuvre. De plus, nous examinons

actuellement la possibilité de cesser de publier d'autres titres imprimés non performants. Il est important de noter que le plein effet de nos mesures de rationalisation ne sera constaté qu'au cours de la deuxième moitié de l'année.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 4,7 millions de dollars, ou 18,1 %, passant de 26,0 millions au deuxième trimestre de 2008 à 21,3 millions au deuxième trimestre de 2009. En excluant les acquisitions, les dispositions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 3,7 millions de dollars, ou 14,2 %. La croissance interne générée par nos activités d'édition d'ouvrages pédagogiques et par nos activités de distribution, combinée aux réductions de coûts tirées de la mise en œuvre du plan de rationalisation susmentionné, a été plus que compensée par la diminution des revenus tirés des magazines destinés aux consommateurs, des magazines économiques et des journaux locaux et régionaux, ainsi que par les investissements stratégiques réalisés pour des initiatives numériques. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée a diminué, passant de 16,5 % au deuxième trimestre de 2008 à 14,1 % au deuxième trimestre de 2009. Cette marge plus faible est surtout attribuable à la diminution de la publicité nationale pour nos activités d'édition de magazines destinés aux consommateurs et de magazines économiques, ainsi qu'aux investissements stratégiques réalisés pour des initiatives numériques.

Au cours du deuxième trimestre, le secteur des médias a poursuivi l'expansion et l'amélioration de son offre numérique grâce à diverses initiatives : lancement du site Internet icimamaison.ca, un site d'immobilier; nouveau lancement du site publisac.ca; lancement, avec succès, d'une version en ligne pour chacun de nos journaux, et lancement d'une version en ligne de deux magazines financiers, *Investment Executive* et *Finance et Investissement*, qui diffuseront bientôt leurs mises à jour quotidiennes sur le BlackBerry ou le iPhone de leurs abonnés. Mentionnons aussi que weblocal.ca a franchi le cap des deux millions de visiteurs uniques par mois.

Au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2009, le secteur des médias se concentrera sur la mise en œuvre de ses mesures de rationalisation et sur l'expansion de son offre numérique. Plus spécifiquement, les journaux locaux et régionaux devraient bénéficier de la contribution des acquisitions de petites tailles mais stratégiques et de ses nouveaux produits tels que weblocal.ca, mais ils devraient continuer de subir la diminution de la publicité locale, surtout celle provenant de l'industrie automobile. De même, les magazines destinés aux consommateurs et les magazines économiques devraient continuer d'exploiter leurs marques phares dans le marché canadien sur un nombre croissant de différentes plateformes, tout en bénéficiant de nouveaux produits tels que *Vita*. Cependant, nous nous attendons à ce que l'édition de magazines continue de subir l'effet négatif de la faiblesse du marché de la publicité nationale. Par contre, les activités de distribution devraient continuer de tenir le coup malgré la conjoncture économique difficile, puisque les circulaires demeurent un moyen inégalé pour attirer les clients dans les magasins. Enfin, les activités d'édition d'ouvrages pédagogiques devraient tenir le coup, puisqu'elles sont stimulées par la mise en place de la réforme scolaire au Québec.

Activités intersectorielles et autres activités

Les revenus intersectoriels et les autres revenus sont passés d'un total négatif de 23,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à un total négatif de 24,7 millions au deuxième trimestre de 2009. Cette variation est surtout attribuable à une diminution des autres activités. Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 7,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 à un total négatif de 3,7 millions au deuxième trimestre 2009. Cette variation est surtout attribuable à la diminution des coûts liés aux régimes de retraite et aux réductions de coûts dégagées grâce à notre plan de rationalisation.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2009

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	%	Bénéfice net	%
Résultats - Pour les six mois terminés le 30 avril 2008	1 191,1 \$		107,4 \$		71,0 \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	46,3	3,9 %	3,5	3,3 %	1,6	2,3 %
Activités existantes						
Effet du papier	26,3	2,2 %	(2,6)	(2,4) %	(1,9)	(2,7) %
Taux de change	49,8	4,2 %	7,4	6,9 %	3,8	5,4 %
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	(204,5)	(288,0) %
Croissance interne (négative)	(146,0)	(12,3) %	(43,3)	(40,3) %	(20,7)	(29,2) %
Résultats - Pour les six mois terminés le 30 avril 2009	1 167,5 \$	(2,0) %	72,4 \$	(32,6) %	(150,7) \$	(312,3) %

⁽¹⁾ Le bénéfice d'exploitation ajusté est défini par le bénéfice d'exploitation avant dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs intangibles.

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats des six premiers mois de l'exercice 2009 et ceux des six premiers mois de l'exercice 2008.

- L'acquisition de Rastar inc., Redwood Custom Communications, ThinData inc. et Conversys inc., ainsi que les acquisitions de petites tailles mais stratégiques complétées en 2008, déduction faite des dispositions et des fermetures (notamment le journal *The Daily News* d'Halifax), ont ajouté 46,3 millions de dollars aux revenus et 3,5 millions au bénéfice d'exploitation ajusté. Déduction faite de l'amortissement, des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur contribution au bénéfice net s'est établie à 1,6 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 26,3 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet négatif de 2,6 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 1,9 million sur le bénéfice net.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine ont eu un effet considérable sur les résultats des six premiers mois de l'exercice 2009, puisqu'elles ont occasionné des augmentations de 49,8 millions de dollars des revenus et de 7,4 millions du bénéfice d'exploitation ajusté. Il est important de noter que la variation du taux de change moyen au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, comparativement à la moyenne au cours des six premiers mois de l'exercice 2008, s'établissait à 25,2 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et à 2,1 %, en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. En ce qui a trait aux revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet positif d'environ 38,0 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet positif s'est chiffré à 11,8 millions de dollars. La conversion des résultats des entités

américaines et mexicaines a causé un effet positif de 1,1 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet positif de 9,4 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet négatif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 3,1 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte de l'amortissement, des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 3,8 millions de dollars. Cela représente une variation à la hausse de 5,4 % du bénéfice net.

- La croissance interne négative des revenus s'est établie à 146,0 millions de dollars, ou 12,3 % au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Cette baisse a surtout été générée par le Groupe du publipostage et le Groupe des magazines, des livres et des catalogues, dans le secteur de l'impression, suivis du Groupe des produits marketing dans le secteur des communications marketing, puis par les magazines destinés aux consommateurs et les magazines économiques, dans le secteur des médias. Il est important de noter que près de la moitié de cette diminution totale est attribuable au Groupe de publipostage aux États-Unis.
- La croissance interne négative du bénéfice d'exploitation ajusté de 43,3 millions de dollars, ou 40,3 % au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, a surtout été générée par le Groupe des magazines, des livres et des catalogues et le Groupe du publipostage dans le secteur de l'impression, suivis par les magazines destinés aux consommateurs et les magazines économiques, dans le secteur des médias et enfin, par le Groupe des produits marketing dans le secteur des communications marketing. Il est important de souligner que la mise en œuvre de nos mesures de rationalisation porte ses fruits. En effet, la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté s'est limitée à 24,5 % au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 58,4 % au premier trimestre de 2009, ce qui représente une amélioration marquée.

Amortissement

Les dépenses en amortissement se sont accrues de 2,4 millions de dollars, soit 3,8 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Elles s'établissent à 66,4 millions de dollars, comparativement à 64,0 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2008. Cette hausse provient principalement des acquisitions et de l'effet relié aux taux de change, partiellement compensés par les radiations d'actifs reliées aux mesures de rationalisation.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Un montant de 58,8 millions de dollars avant impôts (41,2 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2009 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Dépréciation d'actifs de 27,2 millions de dollars avant impôts (19,2 millions après impôts) reliée à du matériel de production qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse de l'activité de certaines de nos entités.
- Frais de restructuration de 31,6 millions de dollars avant impôts (22,0 millions après impôts) reliés à la consolidation des activités de publipostage aux États-Unis annoncée au quatrième trimestre de l'exercice 2008, ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures de rationalisation annoncées en février 2009 à la suite de la baisse de la demande pour les produits et services dans certains de nos créneaux.

Un montant de 4,3 millions de dollars avant impôts (3,0 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2008 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 4,2 millions de dollars sont reliés à la fermeture du journal *The Daily News*

d'Halifax et 0,1 million est relié au plan de restructuration de nos activités d'impression de produits commerciaux lancé en 2007.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Pour les six premiers mois de l'exercice 2009, un montant de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,8 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondent à la radiation d'écarts d'acquisition dans le Secteur des communications marketing, associés essentiellement à nos activités d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants imputés aux résultats sont liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont diminué de 1,6 million de dollars, soit 7,7 %, passant de 20,8 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2008 à 19,2 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2009. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt et à la hausse des intérêts capitalisés, partiellement compensés par la hausse de l'endettement net relié à l'acquisition d'immobilisations corporelles et aux acquisitions d'entreprises, ainsi qu'à l'effet relié aux taux de change.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 35,4 millions de dollars, passant de 11,0 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2008 à un recouvrement de 24,4 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et sur la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 7,7 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 14,5 %, comparativement à 23,8 millions, ou 27,5 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2008. Cette diminution est surtout attribuable aux changements apportés à la répartition géographique des bénéfices avant impôts sur les bénéfices et à divers autres facteurs.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a conclu une entente avec les autorités fiscales et a réglé son obligation à l'égard de la Loi 15 adoptée en juin 2006 pour un montant de 3,9 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, un montant de 8,4 millions de dollars avait été comptabilisé relativement à cette obligation. Une diminution de 4,5 millions de dollars de la dépense d'impôts exigibles a donc été enregistrée pour refléter ce règlement. De plus, le 13 décembre 2007, le projet de loi C-28 a été soumis à une troisième lecture à la Chambre des communes. Conséquemment, les réductions du taux d'imposition fédéral annoncées dans l'énoncé économique du 30 octobre 2007 sont devenues pratiquement en vigueur aux fins de la préparation des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada. Cette réduction du taux d'imposition fédéral a eu pour effet de réduire la charge d'impôts et le passif d'impôts futurs net de 7,0 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2008.

Bénéfice net

Le bénéfice net a diminué, passant de 71,0 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2008 à une perte de 150,7 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Cette diminution est surtout attribuable à une variation défavorable des éléments inhabituels (liés principalement à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, à la dépréciation d'actifs aux frais de restructuration, ainsi qu'à des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices) et à la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté, partiellement compensées par la réduction des

impôts sur les bénéfices et des frais financiers. Par action, le bénéfice net a diminué, passant de 0,86 \$ à une perte de 1,87 \$.

Le bénéfice net ajusté, excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, a diminué de 17,2 millions de dollars, ou 27,5 %, passant de 62,5 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2008 à 45,3 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2009. Par action, le bénéfice net ajusté a diminué de 26,3 %, passant de 0,76 \$ à 0,56 \$.

En excluant l'effet positif relié aux taux de change pour les six premiers mois de l'exercice 2009, le bénéfice par action ajusté aurait été de 0,51 \$, ce qui aurait représenté une diminution de 32,9 % comparativement aux six premiers mois de l'exercice 2008. Cette mesure constitue un bon indicateur du rendement net de l'exploitation au cours des six premiers mois de l'exercice courant.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR (non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Part des actionnaires sans contrôle	(0,1)	-	0,2	0,3
Impôts sur les bénéfices	(15,4)	8,6	(24,4)	11,0
Escompte sur vente de débiteurs	1,4	2,1	3,1	5,2
Frais financiers	8,7	7,1	16,1	15,6
Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs intangibles	169,3	-	169,3	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	27,5	2,4	58,8	4,3
Bénéfice d'exploitation ajusté	47,1	57,1	72,4	107,4
Amortissement	33,4	31,9	66,4	64,0
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	80,5 \$	89,0 \$	138,8 \$	171,4 \$
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	19,7	1,7	41,2	3,0
Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs intangibles (après impôts)	154,8	-	154,8	-
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	(4,5)	-	(11,5)
Bénéfice net ajusté	30,2	34,1	45,3	62,5
Nombre moyen d'actions en circulation	80,8	81,8	80,8	82,7
Bénéfice net ajusté par action	0,37 \$	0,42 \$	0,56 \$	0,76 \$
Fonds générés par les activités d'exploitation	(21,9) \$	21,5 \$	(12,4) \$	54,5 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(72,1)	(54,2)	(107,1)	(89,7)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	50,2 \$	75,7 \$	94,7 \$	144,2 \$
Dette à long terme			747,4 \$	643,7 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			176,2	14,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(6,8)	(32,0)
Endettement net			916,8 \$	626,1 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels choisis (non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2009			2008			2007	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	563 \$	604 \$	653 \$	585 \$	595 \$	596 \$	618 \$	551 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	81	58	108	82	89	82	101	81
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajustée	14.4 %	9.6 %	16.5 %	14.0 %	15.0 %	13.8 %	16.3 %	14.7 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	(150) \$	(6) \$	(139) \$	50 \$	55 \$	48 \$	67 \$	51 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	47	25	76	51	57	50	68	52
Marge du bénéfice d'exploitation ajustée	8.3 %	4.1 %	11.6 %	8.7 %	9.6 %	8.4 %	11.0 %	9.4 %
Bénéfice net (perte nette)	(144) \$	(6) \$	(94) \$	30 \$	37 \$	34 \$	39 \$	28 \$
Par action	(1.79)	(0.08)	(1.16)	0.37	0.45	0.41	0.46	0.33
Bénéfice net ajusté	30	15	48	30	34	28	39	28
Par action	0.37	0.19	0.59	0.37	0.42	0.34	0.47	0.34
En % de l'exercice	- %	- %	34 %	22 %	24 %	20 %	31 %	23 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Notons que les résultats les plus élevés sont enregistrés au deuxième et au quatrième trimestres, puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées au printemps et à l'automne, ce qui génère une augmentation des revenus dans le cadre de nos activités d'édition et d'impression. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre segment d'édition d'ouvrages pédagogiques.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril (non vérifiées)

(en millions de dollars)	2009	2008
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	50,2 \$	75,7 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(72,1)	(54,2)
Fonds liés aux activités d'exploitation	(21,9)	21,5
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(1,3)	(13,9)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(58,3)	(59,7)
Autres	(9,3)	(5,7)
Fonds liés aux activités d'investissement	(68,9)	(79,3)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme, montant net	98,6	(1,6)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	(18,7)	96,6
Rachat d'actions, montant net	-	(33,6)
Dividendes sur actions	(6,4)	(6,6)
Autres	(0,8)	1,2
Fonds liés aux activités de financement	72,7	56,0
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	916,8	626,1
Capitaux propres	942,0	1 194,1
Endettement net / Capitalisation totale	49 %	34 %
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB- Stable	BBB Stable

Activités d'exploitation

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont diminué. Ils ont atteint 50,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 75,7 millions au deuxième trimestre de 2008. Cette variation est surtout attribuable à la hausse des frais de restructuration, à la diminution des impôts futurs et à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté, partiellement compensées par la réduction de la portion exigible des impôts sur les bénéfices. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une sortie de fonds de 72,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, comparativement à une sortie de fonds de 54,2 millions au deuxième trimestre de 2008. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont diminué, occasionnant une sortie de fonds de 21,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2009, comparativement à une entrée de fonds de 21,5 millions au cours de l'exercice 2008.

Activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons investi 58,3 millions de dollars en immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions, ce qui représente une baisse de 1,4 million comparativement aux 59,7 millions investis au cours du deuxième trimestre de 2008. Nous avons investi plus de 50,0 millions de dollars dans des projets d'envergure que nous avons déjà annoncés, soit le projet du *San Francisco Chronicle*, le projet du quotidien *The Globe and Mail* et le projet de Transmag.

Activités de financement

La Société a versé 6,4 millions de dollars en dividendes, soit 0,08 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2009, comparativement à 6,6 millions, ou 0,08 \$ par action, au deuxième trimestre de 2008. Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provinciaux.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 20 décembre 2007 et le 19 décembre 2008, jusqu'à concurrence de 3 333 994 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 66 679 889 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 10 décembre 2007 et, jusqu'à concurrence de 845 271 de ses actions catégorie B, représentant 5 % de ses 16 905 432 actions catégorie B émises et en circulation au 10 décembre 2007. De plus, la Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 21 novembre 2006 et le 20 novembre 2007, jusqu'à concurrence de 3 448 698 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 68 973 966 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 7 novembre 2006 et jusqu'à concurrence de 852 907 de ses actions catégorie B, représentant 5 % de ses 17 058 145 actions catégorie B émises et en circulation au 7 novembre 2006. Les rachats ont été réalisés dans le cours normal des activités de la Société, au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto et conformément aux exigences de cette Bourse.

Au deuxième trimestre de 2009, la Société n'a procédé à aucun rachat d'action et n'a pas renouvelé son programme de rachat d'actions. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la Société a racheté 1 984 300 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,10 \$ pour une contrepartie totale de 33,9 millions de dollars et 4 000 actions catégorie B à un prix moyen pondéré de 15,93 \$ pour une contrepartie totale de 0,1 million. De la contrepartie totale de 34,0 millions de dollars, 11,1 millions correspondent à la valeur comptable et 22,9 millions correspondent à la prime payée. La prime a été comptabilisée comme une réduction des bénéfices non répartis.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2009, la Société n'a procédé à aucun rachat d'action et n'a pas renouvelé son programme de rachat d'actions. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2008, la Société a racheté 2 702 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 16,56 \$ pour une contrepartie totale de 44,7 millions de dollars et 8 000 de ses actions catégorie B à un prix moyen pondéré de 18,34 \$ pour une contrepartie totale de 0,2 million. De la contrepartie totale de 44,9 millions de dollars, 15,1 millions correspondent à la valeur comptable et 29,8 millions correspondent à la prime payée. La prime a été comptabilisée comme une réduction des bénéfices non répartis.

Au 30 avril 2009, nous avons 64 562 627 actions à droit de vote subalterne catégorie A et 16 215 754 actions catégorie B à droit de vote multiple de la Société émises et en circulation pour un total de 80 778 381 actions émises et en circulation.

Instruments d'emprunt

En date du 30 avril 2009, l'endettement net de la Société se situait à 916,8 millions de dollars et son ratio d'endettement net sur la capitalisation totale s'établissait à 49 %, comparativement à 39 % au 31 octobre 2008 et à 34 % au 30 avril 2008, puisque la Société a investi dans des immobilisations qui n'ont pas encore commencé à générer des revenus, combiné à des capitaux propres moindres suite aux récentes radiations d'écarts d'acquisition. Ce ratio correspond à la partie supérieure de l'objectif fixé dans *Évolution 2010*, soit le maintien d'un ratio d'endettement net sur capitalisation totale de 35 % à 50 %.

Le 6 février 2009, la Société a complété un placement privé de 100 millions de dollars en débentures non garanties. Ces débentures ont été souscrites par le Fonds de solidarité de la FTQ, une société de capital de développement basée au Québec. Le placement est composé de deux débentures de 50 millions de dollars chacune. La première, dont l'échéance est de cinq ans, porte intérêt au taux de 8,06 %, payable aux six mois. La deuxième, ayant une échéance de 10 ans, porte intérêt au taux de 6,77 % durant les deux premières années, payable aux six mois. Pour les huit années subséquentes, le taux d'intérêt sera fixé au début de cette période au taux du marché alors en vigueur. Le Fonds de solidarité de la FTQ détient une option d'exiger le remboursement au second anniversaire de cette deuxième débenture.

Le 6 avril 2009, Standard & Poor's a réduit la cote de crédit de Transcontinental, la faisant passer de BBB avec perspective stable à BBB (-) avec perspective stable. Cette réduction de notre cote de crédit a causé une légère augmentation de nos frais financiers. Par contre, DBRS n'a pas modifié sa cote de crédit, soit BBB (H) avec perspective stable.

Au 30 avril 2009, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme de crédit à terme rotatif au montant de 550 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains. Ce crédit est séparé en deux tranches. Une « Tranche A » de 400 millions de dollars et une « Tranche B » de 150 millions, dont des montants de 359 millions et de 68 millions, respectivement, étaient utilisés en date du 30 avril 2009. Le taux d'intérêt applicable sur le crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's Ratings Services. Selon la forme d'emprunt choisie par la Société, le taux d'intérêt applicable sur le crédit est actuellement soit le taux de base bancaire, le taux des acceptations bancaires + 0,615 %, ou le LIBOR + 0,615 % pour la « Tranche A ». Pour la « Tranche B », il s'agit soit du taux des acceptations bancaires + 0,8 %, ou du LIBOR + 0,8 %. Des frais de facilités de 0,135 % et de 0,250 % sont également applicables sur les tranches A et B, respectivement, que la marge de crédit soit utilisée ou non, et des frais d'utilisation de 0,1 % sont applicables pour chacune des tranches si un montant correspondant à plus de 66^{2/3} % de la tranche est utilisé. La tranche A est renouvelable annuellement et, dans le cas où elle ne serait pas renouvelée, elle vient à échéance cinq ans après la date d'octroi ou du dernier renouvellement, le cas échéant. Elle a été renouvelée pour la dernière fois le 30 août 2007. Quant à la « Tranche B », elle a été renouvelée le 13 mai 2009.

Le 5 mai 2009, Transcontinental a annoncé avoir conclu avec des membres de son syndicat bancaire une entente visant le renouvellement de la « Tranche B » pour 125,3 millions de dollars pour une période d'une année lui assurant ainsi un niveau de confort supplémentaire dans sa gestion du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, ou pour tout autre besoin spécifique. Étant donné les conditions de marché difficiles et l'abaissement de la cote de crédit accordée par Standard & Poor's, le taux d'intérêt applicable à la « Tranche B » est actuellement soit le taux de base bancaire + 1,4 %, le taux des acceptations bancaires + 2,4 %, ou le LIBOR + 2,4 %. Des frais d'utilisation de 0,85 % sont aussi applicables. Selon les conditions de la convention de crédit, la Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. La Société respecte tous ses engagements en vertu des conventions de crédit régissant ces facilités et continuerait de le faire, même si elle utilisait la totalité des facilités à sa disposition.

Au 30 avril 2009, des lettres de crédit aux montants de 0,2 million de dollars canadiens et de 4,1 millions de dollars américains avaient été émises à même la marge de crédit ferme, en plus du montant mentionné au paragraphe précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations. Outre ses obligations à long terme, la Société a d'autres engagements, surtout sous forme de contrats de location-exploitation.

Le 15 mai 2009, nous avons conclu une entente de cinq ans visant un financement de 100 millions de dollars de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Ce prêt porte intérêt au taux des acceptations bancaires + 6,375 %. La Société a ensuite mis en place un swap de taux d'intérêt pour fixer ce taux à 8,394 % pour cinq ans. Ces nouvelles facilités de crédit accordent à Transcontinental la flexibilité pour la poursuite de ses projets de développement de ses secteurs de l'impression, des médias et des communications marketing en Amérique du Nord. Les conditions encadrant ces nouvelles ententes de financement ne sont pas significativement plus contraignantes que nos autres dettes et elles comportent des clauses portant sur le changement de contrôle.

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter la construction d'un immeuble. Au 30 avril 2009, ces engagements se chiffraient à 125,8 millions de dollars, dont 40,3 millions de dollars américains, 45,2 millions d'euros et 4,5 millions de dollars canadiens. Les paiements minimums exigibles en 2009 et 2010 équivalent à 91,4 millions de dollars et à 34,4 millions, respectivement.

Le 1^{er} juin 2009, les débetures de premier rang non garanties totalisant 100,0 millions de dollars ont été remboursées.

Arrangements hors bilan (titrisation)

La Société vend sur une base renouvelable, dans le cadre de son entente de titrisation, certains de ses débiteurs à une fiducie qui a elle-même vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à Transcontinental. Le 17 février 2009, la Société a prolongé son programme de titrisation de 300 millions de dollars pour une année supplémentaire. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 300 millions de dollars, incluant un montant maximal de 100 millions de dollars américains. Ce programme, mis en place en 2001, arrivera à échéance en août 2010. La Société continuera de vendre sur une base renouvelable, dans le cadre de son entente de titrisation, certains de ses débiteurs à une fiducie gérée par RBC Marchés des Capitaux qui a elle-même vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à Transcontinental. Les modalités de ce prolongement reflètent les conditions du marché actuelles et demeurent avantageuses comparativement à d'autres sources de financement.

Au 30 avril 2009, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 230,3 millions de dollars (291 millions au 31 octobre 2008), dont 35,3 millions étaient des droits conservés par la Société (42,0 millions au 31 octobre 2008), donnant lieu à une contrepartie nette de 195,0 millions, soit 156,3 millions de dollars canadiens et 38,7 millions de dollars américains (249,0 millions au 31 octobre 2008, dont 210,0 millions de dollars canadiens et 39,0 millions de dollars américains), laquelle représente la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme à ces dates. Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. En vertu de ce programme, la Société a reconnu un escompte total à la vente de débiteurs de 1,4 million de dollars et de 3,1 millions de dollars pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009 (2,1 millions et 5,2 millions pour les périodes correspondantes en 2008). La Société respecte tous ses engagements en vertu des conventions régissant ce programme.

Estimations et conventions comptables critiques

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des conventions comptables critiques est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Certaines des conventions comptables de la Société exigent des évaluations et font appel au jugement. Les éléments les plus significatifs exigeant le recours à des évaluations et au jugement de la direction sont l'évaluation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, la comptabilisation des avantages sociaux futurs octroyés aux employés et la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La direction évalue ses estimations sur une base continue en utilisant des données historiques et autres facteurs, incluant l'environnement économique actuel. Puisque des événements futurs ou changements dans les circonstances et leurs effets ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient différer significativement de ces estimations. Des changements dans ces estimations résultant d'autres changements dans l'environnement économique seront reflétés dans les états financiers des périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Changements de conventions comptables

Normes générales de présentation des états financiers

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 1400 du Manuel de l'ICCA, Normes générales de présentation des états financiers. Ce chapitre inclut des exigences visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. L'application de ce chapitre n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

Stocks

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, Stocks, remplaçant le chapitre 3030 du même nom. Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks tel que la mesure des stocks au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation et toute reprise de la dépréciation des stocks résultant d'une augmentation de la valeur nette de réalisation. Il fournit également des lignes directrices sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et décrit l'information à fournir sur la valeur comptable des stocks, le montant des stocks comptabilisé en charges et le montant de la dépréciation ou de la reprise d'une dépréciation des stocks. L'application de ce chapitre n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, remplaçant les chapitres 3062, Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels et 3450, Frais de recherche et de développement. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne. L'application de ce chapitre est faite rétrospectivement en retraitant les états financiers consolidés des périodes antérieures.

Au 1^{er} novembre 2007, la radiation des frais de démarrage reportés au bilan de la Société a eu pour effet de réduire les autres éléments d'actif de 2,5 millions de dollars, les bénéfices non répartis de 1,7 million et le passif d'impôts futurs à long terme de 0,8 million.

Au 31 octobre 2008, la radiation des frais de démarrage reportés au bilan de la Société a eu pour effet de réduire les autres éléments d'actif de 5,4 millions de dollars, les bénéfices non répartis de 3,0 millions et le passif d'impôts futurs à long terme de 1,8 million et d'augmenter le solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu de 0,6 million.

L'application de ce chapitre faite rétrospectivement a eu l'influence suivante sur les résultats des périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2008: augmentation des frais d'exploitation de 1,7 million de dollars, diminution de la charge d'amortissement de 0,5 million et diminution des impôts sur les bénéfices de 0,4 million.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté les recommandations du CPN-173 du Manuel de l'ICCA, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Cet abrégé précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'application de ce chapitre est faite rétrospectivement sans retraitement des états financiers consolidés des périodes antérieures. Au 1er novembre 2008, la prise en compte du risque de crédit dans l'évaluation des instruments financiers dérivés a eu pour effet de réduire les créditeurs et charges à payer de 0,2 million de dollars, les autres éléments du passif de 0,6 million, l'actif d'impôt futur de 0,2 million et le solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu de 0,6 million.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de l'application des IFRS pour ses exercices financiers 2009 et 2010 ainsi que des informations quantitatives, si disponibles, pour ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2011. Ces informations seront utilisées par la Société afin de présenter les éléments comparatifs pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases.

Phase 1 – Évaluation

Au cours de cette phase, la Société procédera à une évaluation de haut niveau visant à cerner les différences majeures entre les IFRS et ses conventions comptables, ainsi qu'à une évaluation des principaux aspects de la Société qui pourraient être touchés par l'adoption des IFRS, puis concevra un plan de conversion détaillé. Étant donné que des changements sont prévus aux normes IFRS au cours de la période de conversion et que ces modifications pourraient avoir des conséquences sur le plan de conversion, un processus de vigie sera mis en place.

Phase 2 – Conversion

Au cours de cette phase, la Société concevra et élaborera des solutions pour traiter les différences identifiées à la phase 1. Nous déterminerons les modifications à apporter aux conventions comptables, informations financières,

systèmes d'information, processus opérationnels et contrôles internes actuels afin de procéder à notre conversion aux IFRS. Nous évaluerons l'incidence de cette conversion sur nos engagements et nous apporterons les modifications nécessaires. Nous mettrons en place une stratégie de gestion du changement pour répondre aux besoins d'information et de formation des différents intervenants.

Phase 3 – Mise en œuvre

Cette phase finale a pour objectif de permettre la présentation continue de l'information selon les IFRS et de faciliter le partage des connaissances. Nous mettrons en œuvre les modifications à la phase 2 et des tests seront effectués afin de nous assurer que les écarts soient résolus avant la date de la conversion. La stratégie de gestion du changement amorcée à la phase 2 se poursuivra jusqu'à ce que la conversion soit complétée.

La Société réalise présentement la phase 1 et prévoit divulguer la progression des éléments clés ainsi que l'échéancier de son plan de conversion dans son prochain rapport de gestion annuel.

Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

Participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations sans contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

Risques et incertitudes

Chaque année, la Société essaie de diminuer la part de risques ou incertitudes que pourraient lui faire encourir un ralentissement économique ou des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou en matière de trésorerie. À cet effet, dans le cadre de l'implantation de son programme formel de gestion des risques, la direction revoit de façon continue l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. Le directeur de la gestion des risques est responsable de la gestion globale du programme de gestion des risques de la Société. Un rapport sur notre programme de gestion des risques est revu une fois par année par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société doit faire face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines ou encore à des efforts de synergie entre ses segments d'activité. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques auxquels la Société est exposée, ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire la portée.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux

Au début de l'exercice 2009, la Société a dû refinancer trois instruments d'emprunt : des débetures de premier rang non garanties totalisant 100 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2009, une marge de crédit de 150 millions arrivant à échéance en mai 2009 et un programme de titrisation de 300 millions arrivant à échéance en août 2009. De plus, la Société a dû obtenir un financement supplémentaire pour mener à bien son programme de dépenses en immobilisations d'environ 250 millions de dollars pour l'année, ainsi que pour s'assurer d'une flexibilité supplémentaire.

Depuis le début de l'exercice 2009, la Société a réalisé les activités de financement et de refinancement suivantes :

- Le 6 février 2009, la Société a complété un placement privé de 100 millions de dollars en débetures non garanties auprès du Fonds de solidarité de la FTQ.
- Le 17 février 2009, la Société a prolongé son programme de titrisation de 300 millions de dollars pour une année supplémentaire.
- Le 5 mai 2009, la Société a renouvelé, pour une année, des facilités de crédit de 125,3 millions de dollars auprès de membres de son syndicat bancaire.
- Le 15 mai 2009, la Société a conclu une entente de cinq ans visant un financement de 100 millions de dollars de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

La Société s'attend à ce que ses activités continuent de générer des fonds considérables et elle explore actuellement diverses avenues de financement pour acquérir une plus grande flexibilité. Nous croyons actuellement que des capitaux suffisants pour combler nos besoins seront disponibles. Le risque lié à la disponibilité des capitaux est atténué par le fait que la Société a une cote de solvabilité élevée, une saine situation financière, ainsi qu'un ratio d'endettement net sur la capitalisation totale de 49 % au 30 avril 2009, ce qui correspond au point supérieur de l'intervalle visé. Cependant, la Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes et de poursuivre ou de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Taux d'intérêt

Transcontinental est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ces risques, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable. À la fin du deuxième trimestre de 2009, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société représentait 59 % de la dette totale, alors que la portion à taux fixe en représentait 41 %. En tenant compte des swaps de taux d'intérêt mis en place par la Société, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société représentait 46 % de la dette totale, alors que la portion à taux fixe en représentait 54 %. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Crédit

Nous n'avons pas constaté d'augmentation considérable du montant de mauvaises créances au cours du deuxième trimestre de 2009, mais nous réalisons que la rareté et le coût du financement inciteront probablement les clients à tenter de prolonger les délais de leurs paiements, ce qui augmentera le risque relié au crédit. La gestion des créances de nos nouveaux clients et de nos clients actuels a donc été resserrée et la haute direction s'y engage de plus près. La Société est encore protégée contre les mauvaises créances grâce à une police d'assurance-crédit et n'a soumis aucune réclamation en vertu de cette police au cours du deuxième trimestre. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Régimes de retraite

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009* et le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Un risque important auquel Transcontinental fait face, et qu'elle ne peut contrôler, est celui lié aux cycles économiques. Au cours du deuxième trimestre 2009, nos activités de publipostage, d'édition de magazines, d'impression de produits marketing et d'impression de magazines, de livres et de catalogues ont subi les effets importants de la récession mondiale et plus particulièrement ceux de la crise financière aux États-Unis. En raison de son ampleur, le ralentissement économique a eu des effets sur presque toutes nos autres activités, mais dans une moindre mesure, car notre diversification nous aide à limiter notre exposition aux cycles économiques. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Concurrence

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services, l'étendue des services offerts et les délais de mise en marché. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société opère sont fortement concurrentiels. Au cours des dernières années, et plus particulièrement au cours du dernier trimestre, une réduction de la demande a touché ces créneaux, entraînant une surcapacité et une pression constante sur les prix. Pour diminuer ce risque, la Société continue de se concentrer sur son efficacité opérationnelle, ce qui inclut des initiatives de réduction des coûts et l'installation récente de nouveaux équipements. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Répartition géographique et taux de change

Notre exposition nette aux taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine a changé de façon significative au cours du deuxième trimestre 2009 comparativement au deuxième trimestre de 2008, en raison d'une combinaison d'une baisse des revenus générés par les entités américaines attribuable à la crise financière aux États-Unis d'une part, et à une baisse des revenus de ventes à l'exportation des usines du Canada, d'autre part. Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a varié considérablement au cours du deuxième trimestre 2009, comparativement au deuxième trimestre de 2008. Le taux de change s'établissait en moyenne à 1,2400 CAD/USD pendant le deuxième trimestre de 2009, comparativement à 1,0141 CAD/USD en moyenne pendant le deuxième trimestre de 2008.

Le programme de couverture des changes utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de

couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents. La Société utilise également des tunnels (« collars ») afin de limiter le risque de perte relié à la portion non couverte par des contrats à terme pour la période de un à 12 mois.

Au 30 avril 2009, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 145,5 millions de dollars américains, dont 43,5 millions, 69,0 millions et 33,0 millions de dollars américains seront vendus au cours des exercices 2009, 2010 et 2011, respectivement (136,0 millions de dollars américains en date du 31 octobre 2008), en relation avec sa stratégie de couverture des flux de trésorerie générés par ses exportations aux États-Unis contre les variations du taux de change. L'échéance de ces contrats de change à terme varie de un à vingt-six mois avec des taux qui varient de 1,0075 à 1,3015. Au 30 avril 2009, la Société était aussi partie à des tunnels (« collars ») visant la vente d'un total de 2,0 millions de dollars américains arrivant à échéance en novembre 2009, avec un taux plancher de 1,075 et un taux plafond de 1,140 (2,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long du deuxième trimestre de 2009.

Nouveaux médias

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Difficulté du recrutement de personnel qualifié

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Échange d'information confidentielle

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Développement des affaires

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Intégration des acquisitions

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Perte de réputation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Risques environnementaux

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Risques liés aux matières premières et aux envois postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Futures politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre de 2009. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008*.

Événements postérieurs

Le 5 mai 2009, Transcontinental a annoncé avoir conclu avec des membres de son syndicat bancaire une entente visant le renouvellement, pour une période d'une année, de facilités de crédit de 125,3 millions de dollars lui assurant ainsi un niveau de confort supplémentaire dans sa gestion du fonds de roulement et des dépenses en immobilisations, ou pour tout autre besoin spécifique. Étant donné les conditions de marché difficiles actuelles et l'abaissement de la cote de crédit de Standard & Poor's, le taux d'intérêt applicable à cette marge de crédit est actuellement soit le taux de base bancaire + 1,4 %, le taux des acceptations bancaires + 2,4 %, ou le LIBOR + 2,4 %. Des frais d'utilisation de 0,85 % sont aussi applicables.

Le 15 mai 2009, la Société a conclu une entente de cinq ans visant un financement de 100 millions de dollars de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Ce prêt porte intérêt au taux des acceptations bancaires + 6,375 %. La Société a ensuite mis en place un swap de taux d'intérêt pour fixer ce taux à 8,394 % pour cinq ans. Ces nouvelles facilités de crédit accordent à Transcontinental la flexibilité pour la poursuite de ses projets de développement de ses secteurs de l'impression, des médias et des communications marketing en Amérique du Nord. Les conditions encadrant ces nouvelles ententes de financement ne sont pas matériellement plus contraignantes que nos autres dettes et elles comportent des clauses portant sur le changement de contrôle.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société. Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction, y compris le président et chef de la direction ainsi que le vice-président et chef de la direction financière, de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société aurait apporté, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence

importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Pour le reste de l'exercice 2009, la Société se concentrera sur la gestion de son bilan en préservant ses liquidités, en contrôlant ses dépenses en immobilisations, en mettant en œuvre ses mesures de rationalisation, puis en planifiant et en exécutant ses nombreux investissements en immobilisations liés entre autres aux projets des quotidiens *The Globe and Mail* et *San Francisco Chronicle*.

En ce qui a trait à la gestion du bilan, nous avons conclu des ententes pour tous les refinancements en suspens au début de l'exercice et nous avons obtenu du financement supplémentaire. Même si nous estimons disposer de capitaux suffisants pour combler nos besoins en 2009, nous continuons d'explorer de nouvelles avenues de financement afin de parvenir à une plus grande flexibilité financière. Cependant, il est important de garder à l'esprit que les remous qui secouent les marchés financiers ont un effet négatif sur la confiance des investisseurs dans des instruments de dette, ce qui, à son tour, réduit la disponibilité des capitaux provenant de plusieurs sources et augmente le coût de ces capitaux. Cela dit, nous avons constaté un récent regain du marché de la dette publique. Nous continuons néanmoins de croire que nos dépenses en intérêts seront plus élevées qu'au cours de l'exercice 2008.

Eu égard à la récession qui a cours en Amérique du Nord, nous avons réagi rapidement en ajustant notre structure de coûts à la baisse des revenus. Nous avons néanmoins dû adopter des mesures de rationalisation supplémentaires pour nos activités de publipostage aux États-Unis et pour l'impression de produits marketing, puisque les conditions de ces marchés ont continué de se détériorer. Ces mesures de rationalisation supplémentaires ont entraîné une augmentation des frais de restructuration, mais elles ont aussi permis de dégager des réductions de coûts supplémentaires. En fait, nous prévoyons générer environ 100 millions de dollars en réductions de coûts sur une base annualisée, soit davantage que les 75 millions prévus au départ. Au cours de la première moitié de l'année, nous avons généré environ 25 millions de dollars en réductions de coûts. Le plein effet de ces réductions de coûts ne se fera sentir qu'au cours de la deuxième moitié de l'année, puisque la mise en œuvre de notre plan de rationalisation n'a été amorcée qu'en février. Malgré ces réductions de coûts, certains de nos créneaux continueront d'être plus durement touchés que d'autres par la récession :

- nos activités de publipostage aux États-Unis devraient continuer d'être durement touchées par la réduction des budgets de marketing de nos clients de l'industrie des services financiers, qui représentent plus de 50 % des revenus, touchés à la fois par la crise du crédit et par la récession;
- parmi les autres créneaux qui seront touchés, mais dans une moindre mesure, mentionnons l'édition de magazines en raison de la diminution des budgets publicitaires des annonceurs nationaux, l'impression de produits marketing en raison de la diminution des budgets de marketing de nos clients et, plus récemment, l'impression de magazines, de livres et de catalogues, en raison des diminutions au chapitre du nombre de pages et des tirages de magazines, de la diminution des budgets de marketing des clients utilisant des catalogues et de la plus faible demande pour les ouvrages spécialisés et les ouvrages religieux.

Cela dit, il est important de noter que notre stratégie de créneaux a été efficace, puisqu'elle nous a permis de limiter les effets de la récession sur nos résultats. En effet, la Société tire ses revenus d'une clientèle diversifiée et de mixtes équilibrés entre la publicité locale et nationale, ainsi qu'entre des contrats à long terme et des commandes ponctuelles. Enfin, au cours des prochains mois, nous concentrerons une grande partie de nos efforts sur le démarrage du projet du *San Francisco Chronicle*.

Voici une liste non exhaustive des autres facteurs susceptibles d'avoir des effets sur nos résultats pour l'exercice 2009 :

- (+) le démarrage des activités d'impression du *San Francisco Chronicle* au cours de la deuxième moitié de l'exercice
- (+) le plein effet de l'entente avec Pharmaprix (Shoppers Drug Mart ailleurs au Canada) tout au long de l'année
- (+) l'entrée en vigueur du contrat avec Rogers en février 2009
- (+) la contribution des acquisitions (Redwood Custom Communications, Rastar inc. et Conversys inc.)
- (+) les réductions de coûts d'environ 75 millions de dollars en 2009 générées par les mesures de rationalisation
- (-) des acquisitions d'immobilisations d'environ 250 millions de dollars, dont environ 185 millions pour de grands projets qui généreront un rendement adéquat à plus long terme, mais limité en 2009
- (-) coûts de démarrage plus élevés d'environ 3 millions de dollars, comparativement à l'année passée, pour de grands projets
- (-) perturbations des activités reliées au démarrage de grands projets
- (-) augmentation de l'amortissement reliée à de grands projets
- (-) augmentation des frais financiers
- (-) la vente d'une imprimerie de produits de détail dont les revenus étaient d'environ 30 millions de dollars américains sur une base annualisée.

Nous pourrions aussi être touchés par la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine, ainsi que par les prix des marchandises, mais il est difficile d'en évaluer les retombées, le cas échéant, compte tenu de l'instabilité sans précédent de la conjoncture actuelle.

Cela dit, notre objectif ultime demeure d'assurer la croissance durable et la profitabilité à long terme de Transcontinental. Pour continuer d'y arriver, nous devons parvenir à un équilibre fragile entre les investissements que nous réalisons pour notre avenir et les mesures que nous prenons pour affronter les ramifications de la crise financière actuelle.

Au nom de la direction,



Le vice-président et chef de la direction financière
Benoît Huard

Le 11 juin 2009



ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
non vérifiés

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Revenus	563,4 \$	595,1 \$	1 167,5 \$	1 191,1 \$
Frais d'exploitation	418,0	434,6	889,9	877,5
Frais de vente, frais généraux et administratifs	64,9	71,5	138,8	142,2
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	80,5	89,0	138,8	171,4
Amortissement (note 4)	33,4	31,9	66,4	64,0
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 5)	27,5	2,4	58,8	4,3
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 6)	169,3	-	169,3	-
Bénéfice (perte) d'exploitation	(149,7)	54,7	(155,7)	103,1
Frais financiers (note 7)	8,7	7,1	16,1	15,6
Escompte sur vente de débiteurs (note 10)	1,4	2,1	3,1	5,2
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(159,8)	45,5	(174,9)	82,3
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) (note 8)	(15,4)	8,6	(24,4)	11,0
Part des actionnaires sans contrôle	(0,1)	-	0,2	0,3
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Par action (de base) (note 11)				
Bénéfice net (perte nette)	(1,79) \$	0,45 \$	(1,87) \$	0,86 \$
Par action (dilué) (note 11)				
Bénéfice net (perte nette)	(1,79) \$	0,45 \$	(1,87) \$	0,86 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (en millions)	80,8	81,8	80,8	82,7



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
non vérifiés

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Autres éléments du résultat étendu :				
Variation nette latente de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 1,5 million de dollars et (0,3) million pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009 (0,6 million et (0,8) million pour les mêmes périodes en 2008)	3,5	1,8	(2,3)	(1,0)
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de (0,6) million de dollars et (2,1) millions pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009 (1,1 million et 1,9 million pour les mêmes périodes en 2008)	1,9	(2,8)	5,2	(4,2)
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	5,4	(1,0)	2,9	(5,2)
Gains (pertes) nets latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	3,6	3,5	(1,8)	7,5
Autres éléments du résultat étendu (note 14)	9,0	2,5	1,1	2,3
Résultat étendu	(135,3) \$	39,4 \$	(149,6) \$	73,3 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
non vérifiés

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008
Solde au début de la période présenté antérieurement	756,5 \$	806,4 \$
Changement de convention comptable - Écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 2)	(3,0)	(1,7)
Solde redressé au début de la période	753,5	804,7
Bénéfice net (perte nette)	(150,7)	71,0
	602,8	875,7
Prime versée au rachat d'actions (note 11)	-	(29,8)
Dividendes sur actions	(12,9)	(12,4)
Solde à la fin de la période	589,9 \$	833,5 \$

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2009	Au 31 octobre 2008 (note 2)
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6,8 \$	90,7 \$
Débiteurs (note 10)	249,1	207,1
Impôts sur les bénéfices à recevoir	6,0	4,5
Stocks	92,4	99,3
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	19,7	16,1
Impôts futurs	18,4	28,1
	392,4	445,8
Immobilisations corporelles	981,0	936,7
Écarts d'acquisition (note 6)	682,1	842,6
Actifs incorporels	156,1	166,2
Impôts futurs	187,8	141,0
Autres éléments d'actif	79,8	82,7
	2 479,2 \$	2 615,0 \$
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	340,4 \$	442,9 \$
Impôts sur les bénéfices à payer	44,7	48,3
Abonnements perçus d'avance et dépôts	54,2	49,6
Impôts futurs	2,6	9,9
Portion à court terme de la dette à long terme	176,2	194,3
	618,1	745,0
Dette à long terme	747,4	602,1
Impôts futurs	108,4	99,3
Autres éléments du passif	63,3	65,5
	1 537,2	1 511,9
Part des actionnaires sans contrôle	-	0,1
Engagements (note 16)		
Capitaux propres		
Capital-actions (note 11)	379,5	379,5
Surplus d'apport (note 13)	12,2	11,3
Bénéfices non répartis	589,9	753,5
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 14)	(39,6)	(41,3)
	550,3	712,2
	942,0	1 103,0
	2 479,2 \$	2 615,0 \$

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement (note 4)	39,2	35,4	77,1	74,4
Dépréciation d'actifs (note 5)	8,4	-	27,2	1,9
Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs incorporels (note 6)	169,3	-	169,3	-
(Gain) perte à la cession d'actifs	(1,2)	0,4	(1,3)	0,4
Impôts futurs	(23,0)	(0,6)	(37,0)	(9,4)
Part des actionnaires sans contrôle	(0,1)	-	0,2	0,3
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	(1,7)	2,7	(4,1)	5,7
Rémunération à base d'actions (note 12)	0,6	0,9	0,8	1,8
Autres	3,0	-	13,2	(1,9)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	50,2	75,7	94,7	144,2
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(72,1)	(54,2)	(107,1)	(89,7)
Fonds liés aux activités d'exploitation	(21,9)	21,5	(12,4)	54,5
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 15)	(1,3)	(13,9)	(13,0)	(16,9)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(64,2)	(60,2)	(162,9)	(91,5)
Cessions d'immobilisations corporelles	5,9	0,5	6,0	0,5
Augmentation des autres éléments d'actif	(9,3)	(5,7)	(11,5)	(11,2)
Fonds liés aux activités d'investissement	(68,9)	(79,3)	(181,4)	(119,1)
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	100,6	-	100,6	-
Remboursement de la dette à long terme	(2,0)	(1,6)	(3,9)	(3,2)
(Diminution) augmentation du crédit à terme rotatif	(18,7)	96,6	28,1	105,0
Dividendes sur actions	(6,4)	(6,6)	(12,9)	(12,4)
Rachat d'actions (note 11)	-	(34,0)	-	(44,9)
Émission d'actions	-	0,4	-	0,4
Autres	(0,8)	1,2	(1,3)	0,9
Fonds liés aux activités de financement	72,7	56,0	110,6	45,8
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères	(0,3)	0,6	(0,7)	2,3
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(18,4)	(1,2)	(83,9)	(16,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	25,2	33,2	90,7	48,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6,8 \$	32,0 \$	6,8 \$	32,0 \$
Information additionnelle				
Intérêts payés	3,1 \$	4,8 \$	14,6 \$	16,8 \$
Impôts payés (recouverts) sur les bénéfices	(0,6)	12,9	18,7	28,2

Les états financiers intermédiaires doivent être lus en tenant compte des plus récents états financiers consolidés annuels.

1. Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, à l'exception des changements de conventions comptables décrits à la note 2. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats de nos activités sont grandement influencés par le marché de la publicité, qui est plus actif aux deuxième et quatrième trimestres. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre division d'édition d'ouvrages pédagogiques.

2. Changements de conventions comptables

a) Normes générales de présentation des états financiers

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 1400 du Manuel de l'ICCA, Normes générales de présentation des états financiers. Ce chapitre inclut des exigences visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation.

L'application de ce chapitre n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

b) Stocks

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, Stocks, remplaçant le chapitre 3030 du même nom. Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks tel que la mesure des stocks au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation et toute reprise de la dépréciation des stocks résultant d'une augmentation de la valeur nette de réalisation. Il fournit également des lignes directrices sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et décrit l'information à fournir sur la valeur comptable des stocks, le montant des stocks comptabilisé en charges et le montant de la dépréciation ou de la reprise d'une dépréciation des stocks.

L'application de ce chapitre n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

c) Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, remplaçant les chapitres 3062, Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels et 3450, Frais de recherche et de développement. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne.

L'application de ce chapitre est faite rétrospectivement en retraitant les états financiers consolidés des périodes antérieures. L'effet sur le bilan des périodes antérieures a été le suivant :

	Au 31 octobre 2008	Au 1er novembre 2007
Augmentation (diminution) (en millions de dollars)		
Autres éléments d'actif	(5,4) \$	(2,5) \$
Passif d'impôt futur à long terme	(1,8)	(0,8)
Bénéfices non répartis	(3,0)	(1,7)
Solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu	0,6	-

L'application de ce chapitre faite rétrospectivement a eu l'influence suivante sur les résultats des périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2008: augmentation des frais d'exploitation de 1,7 million de dollars, diminution de la charge d'amortissement de 0,5 million et diminution des impôts sur les bénéfices de 0,4 million.

d) Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 1er novembre 2008, la Société a adopté les recommandations du CPN-173 du Manuel de l'ICCA, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Cet abrégé précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

L'application de ce chapitre est faite rétrospectivement sans retraitement des états financiers consolidés des périodes antérieures. Au 1er novembre 2008, la prise en compte du risque de crédit dans l'évaluation des instruments financiers dérivés a eu pour effet de réduire les crédettes et charges à payer de 0,2 million de dollars, les autres éléments du passif de 0,6 million, l'actif d'impôt futur de 0,2 million et le solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu de 0,6 million.

3. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

a) Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

3. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées (suite)

b) États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations sans contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

4. Amortissement

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Immobilisations corporelles	30,8 \$	29,8 \$	61,5 \$	59,2 \$
Actifs incorporels	2,6	2,1	4,9	4,8
	33,4	31,9	66,4	64,0
Actifs incorporels, constatés sous les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	5,8	3,5	10,7	10,4
	39,2 \$	35,4 \$	77,1 \$	74,4 \$

5. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours des dernières années, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé d'importantes mesures de rationalisation afin de faire face à la récession. Incluant l'initiative décrite en b), l'abolition d'approximativement 1750 postes et d'importantes compressions des dépenses seront réalisées dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Au cours des derniers mois, la dégradation de l'économie a eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing, de publipostage et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux ont été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissent aussi l'effet de la récession. Il est prévu que ces initiatives seront complétées au cours de l'exercice 2009.
- Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008, la Société a entrepris un plan visant la consolidation de la production des usines de Warminster et de Hamburg dans celle de Hamburg. Ces usines font partie du groupe du publipostage du secteur de l'impression. Cette consolidation s'inscrit dans une stratégie d'adaptation de la capacité de production à la demande actuelle et donc de réduire la structure de coûts par suite des répercussions majeures de la crise financière sur les programmes de marketing des institutions financières qui constituent une part importante des clients de ce groupe. Il est prévu que la restructuration se termine au cours de l'exercice 2009.
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a entrepris un plan visant la restructuration de ses activités du groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, entraînant ainsi la fermeture du journal *The Daily News* d'Halifax et le lancement d'un journal quotidien gratuit, *Metro*, pour le marché d'Halifax. La restructuration a été complétée au cours du dernier trimestre de l'exercice 2008.
- Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, la Société a entrepris un plan visant la restructuration de ses activités d'impression de produits marketing dans les secteurs de l'impression et des communications marketing. La restructuration a été complétée au cours du dernier trimestre de l'exercice 2008.
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, la Société a adopté un plan visant la consolidation de ses usines du groupe des produits marketing dans la région de Toronto dans le secteur des communications marketing. La restructuration a été complétée au cours du dernier trimestre de l'exercice 2008.

5. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

Le tableau qui suit fournit le détail de ces programmes :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril					
	2009			2008		
	Passif au 31 janvier 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation						
Impression						
Réduction d'effectifs	- \$	2,1 \$	1,7 \$	0,4 \$	- \$	- \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	0,1	0,1	-	-	-
Communications marketing						
Réduction d'effectifs	-	8,1	1,8	6,3	-	-
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	2,3	2,2	0,1	-	-
Médias						
Réduction d'effectifs	-	2,9	2,9	-	-	-
	-	15,5	8,7	6,8	-	-
Impression						
Dépréciation d'actifs	s/o	(0,3)	s/o	s/o	-	s/o
Communications marketing						
Dépréciation d'actifs	s/o	3,7	s/o	s/o	-	s/o
Médias						
Dépréciation d'actifs	s/o	2,7	s/o	s/o	-	s/o
	- \$	21,6 \$	8,7 \$	6,8 \$	- \$	- \$
b) Activités de publipostage						
Réduction d'effectifs	1,6 \$	1,3 \$	2,2 \$	0,7 \$	- \$	- \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	7,5	2,3	2,7	7,1	-	-
	9,1	3,6	4,9	7,8	-	-
Dépréciation d'actifs	s/o	2,3	s/o	s/o	-	s/o
	9,1 \$	5,9 \$	4,9 \$	7,8 \$	- \$	- \$
c) Groupe des solutions aux communautés locales						
Médias						
Réduction d'effectifs	- \$	- \$	- \$	- \$	1,4 \$	1,3 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	-	-	-	0,6	0,6
Impression						
Réduction d'effectifs	-	-	-	-	0,3	0,3
	-	-	-	-	2,3	2,2
Médias						
Dépréciation d'actifs	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
	- \$	- \$	- \$	- \$	2,3 \$	2,2 \$
d) Activités d'impression de produits marketing						
Impression						
Réduction d'effectifs	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,1 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	-	-	-	-	-
Communications marketing						
Réduction d'effectifs	-	-	-	-	-	0,2
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	-	-	-	0,1	0,1
	-	-	-	-	0,1	0,4
Impression						
Dépréciation d'actifs	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
Communications marketing						
Dépréciation d'actifs	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
	- \$	- \$	- \$	- \$	0,1 \$	0,4 \$

5. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril					
	2009			2008		
	Passif au 31 janvier 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé
e) Activités d'impression à Toronto						
Réduction d'effectifs	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,1 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	0,1
Dépréciation d'actifs	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,1 \$
Total						
Réduction d'effectifs	1,6 \$	14,4 \$	8,6 \$	7,4 \$	1,7 \$	2,0 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	7,5	4,7	5,0	7,2	0,7	0,7
Dépréciation d'actifs	s/o	8,4	s/o	s/o	-	s/o
	9,1 \$	27,5 \$	13,6 \$	14,6 \$	2,4 \$	2,7 \$

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril							
	Total		2009			2008		
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2008	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation								
Impression								
Réduction d'effectifs	2,1 \$	6,7 \$	- \$	2,1 \$	1,7 \$	0,4 \$	- \$	- \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,1	0,4	-	0,1	0,1	-	-	-
Communications marketing								
Réduction d'effectifs	8,1	8,7	-	8,1	1,8	6,3	-	-
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	2,3	3,3	-	2,3	2,2	0,1	-	-
Médias								
Réduction d'effectifs	2,9	3,9	-	2,9	2,9	-	-	-
	15,5	23,0	-	15,5	8,7	6,8	-	-
Impression								
Dépréciation d'actifs	16,2	16,2	s/o	16,2	s/o	s/o	-	s/o
Communications marketing								
Dépréciation d'actifs	4,9	4,9	s/o	4,9	s/o	s/o	-	s/o
Médias								
Dépréciation d'actifs	3,8	3,8	s/o	3,8	s/o	s/o	-	s/o
	40,4 \$	47,9 \$	- \$	40,4 \$	8,7 \$	6,8 \$	- \$	- \$
b) Activités de publipostage								
Réduction d'effectifs	11,6 \$	11,7 \$	7,7 \$	3,9 \$	10,9 \$	0,7 \$	- \$	- \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	12,2	14,5	-	12,2	5,1	7,1	-	-
	23,8	26,2	7,7	16,1	16,0	7,8	-	-
Dépréciation d'actifs	17,4	17,4	s/o	2,3	s/o	s/o	-	s/o
	41,2 \$	43,6 \$	7,7 \$	18,4 \$	16,0 \$	7,8 \$	- \$	- \$

5. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril							
	Total		2009				2008	
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2008	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé
c) Groupe des solutions aux communautés locales								
Médias								
Réduction d'effectifs	1,4 \$	1,4 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1,4 \$	1,3 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,7	0,7	-	-	-	-	0,6	0,6
Impression								
Réduction d'effectifs	0,3	0,3	-	-	-	-	0,3	0,3
	2,4	2,4	-	-	-	-	2,3	2,2
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,9	1,9	s/o	-	s/o	s/o	1,9	s/o
	4,3 \$	4,3 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4,2 \$	2,2 \$
d) Activités d'impression de produits marketing								
Impression								
Réduction d'effectifs	1,6 \$	1,6 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,3 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,7	0,7	-	-	-	-	-	-
Communications marketing								
Réduction d'effectifs	1,8	1,8	-	-	-	-	-	0,3
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	1,7	1,7	-	-	-	-	0,1	0,1
	5,8	5,8	-	-	-	-	0,1	0,7
Impression								
Dépréciation d'actifs	3,4	3,4	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
Communications marketing								
Dépréciation d'actifs	0,2	0,2	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
	9,4 \$	9,4 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,1 \$	0,7 \$
e) Activités d'impression à Toronto								
Réduction d'effectifs	3,0 \$	3,0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,2 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	1,0	1,0	-	-	-	-	-	-
	4,0	4,0	-	-	-	-	-	0,2
Dépréciation d'actifs	0,2	0,2	s/o	-	s/o	s/o	-	s/o
	4,2 \$	4,2 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	0,2 \$
Total								
Réduction d'effectifs			7,7 \$	17,0 \$	17,3 \$	7,4 \$	1,7 \$	2,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts			-	14,6	7,4	7,2	0,7	0,7
Dépréciation d'actifs			s/o	27,2	s/o	s/o	1,9	s/o
			7,7 \$	58,8 \$	24,7 \$	14,6 \$	4,3 \$	3,1 \$

6. Dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs incorporels

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition. Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur le marché et celle fondée sur l'actualisation des flux monétaires. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. S'il y a des éléments pouvant indiquer une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche des flux monétaires pour l'estimer. Les flux monétaires futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, des économies liées aux programmes de rationalisation, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.

Étant donné les conditions économiques difficiles, la Société a enregistré une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 166,5 millions de dollars dans le secteur des communications marketing, principalement reliée aux activités d'impression commerciale, et une charge de dépréciation des noms commerciaux de 2,8 millions dans le groupe des solutions aux consommateurs du secteur des médias.

7. Frais financiers

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Frais financiers de la dette à long terme	8,2 \$	6,4 \$	15,2 \$	14,6 \$
Autres frais	0,8	0,6	1,1	1,0
(Gain) perte de change	(0,3)	0,1	(0,2)	-
	8,7 \$	7,1 \$	16,1 \$	15,6 \$

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 1,0 million de dollars et 2,6 millions, respectivement (1,2 million et 2,0 millions pour les mêmes périodes en 2008).

8. Impôts sur les bénéfices

	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Taux d'imposition statutaire	30,9 %	30,9 %	30,9 %	31,2 %
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(9,4)	(4,1)	(12,8)	(4,7)
Autres	(2,7)	2,0	(3,6)	1,0
Taux d'imposition effectif avant les éléments suivants :	18,8	28,8	14,5	27,5
Effet des écarts de taux d'imposition sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 5)	2,0	-	5,5	(0,1)
Effet des écarts de taux d'imposition sur la dépréciation des écarts d'acquisition et d'actifs incorporels (note 6)	(11,2)	-	(6,0)	-
Effet des changements des taux d'imposition statutaires (a)	-	-	-	(8,5)
Impôts rétroactifs (b)	-	(9,9)	-	(5,5)
Taux d'imposition effectif	9,6 %	18,9 %	14,0 %	13,4 %

a) Le 13 décembre 2007, le projet de loi C-28 a été soumis à une troisième lecture à la Chambre des communes. Conséquemment, les réductions du taux d'imposition fédéral annoncées dans l'énoncé économique du 30 octobre 2007 sont devenues pratiquement en vigueur aux fins de la préparation des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada. Cette réduction du taux d'imposition fédéral a eu pour effet de réduire la charge d'impôts et le passif d'impôts futurs net de 7,0 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2008.

b) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a conclu une entente avec les autorités fiscales et a réglé son obligation à l'égard de la Loi 15 adoptée en juin 2006 pour un montant de 3,9 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006, un montant de 8,4 millions de dollars avait été comptabilisé relativement à cette obligation. Une diminution de 4,5 millions de dollars de la dépense d'impôts exigibles a donc été enregistrée pour refléter ce règlement.

9. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et à cotisations déterminées à l'intention de ses employés et ceux de ses filiales participantes. Le coût lié à ces régimes est le suivant :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Régimes à prestations déterminées	4,5 \$	5,7 \$	8,7 \$	11,7 \$
Régimes à cotisations déterminées	0,6	0,7	1,3	1,5
	5,1 \$	6,4 \$	10,0 \$	13,2 \$

10. Débiteurs

La Société est partie à une entente de titrisation de ses débiteurs, échéant en août 2010, dont la contrepartie maximale nette est de 300 millions de dollars, incluant un maximum de 100 millions de dollars américains. En vertu de cette entente, la Société s'est engagée à vendre sur une base continue, certains de ses débiteurs à une fiduciaire qui a vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société.

Le tableau qui suit fournit le détail des débiteurs vendus en vertu de cette entente :

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2009	Au 31 octobre 2008
Débiteurs vendus	230,3 \$	291,0 \$
Droits conservés	35,3	42,0
Contrepartie nette	195,0 \$	249,0 \$
Contrepartie nette libellée en dollars canadiens	156,3 \$	210,0 \$
Contrepartie nette libellée en dollars américains (32 millions de dollars américains en 2009 et 2008)	38,7 \$	39,0 \$

11. Capital-actions

Résultats par action

Le tableau suivant présente le calcul des résultats de base et dilué par action :

	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Numérateur (en millions de dollars)				
Bénéfice net (perte nette)	(144,3) \$	36,9 \$	(150,7) \$	71,0 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	80,8	81,8	80,8	82,7
Effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription	-	0,1	-	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	80,8	81,9	80,8	82,8
Résultat de base par action	(1,79) \$	0,45 \$	(1,87) \$	0,86 \$
Résultat dilué par action	(1,79) \$	0,45 \$	(1,87) \$	0,86 \$

Les options d'achat d'actions suivantes ont été considérées comme anti-dilutives dans le calcul du résultat dilué par action puisque leur prix de levée était supérieur à la moyenne du cours des actions pendant ces périodes.

	Trois mois terminés les 30 avril		Trois mois terminés les 31 janvier	
	2009	2008	2009	2008
Options d'achat d'actions	2 053 716	1 387 495	1 641 160	1 519 340

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et les cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ces derniers est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2009, il n'y a eu aucune levée des options d'achat d'actions. Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 avril 2008, les contreparties ont été de 0,4 million de dollars pour chacune des périodes, et aucun montant n'a été transféré du surplus d'apport au capital-actions pour les mêmes périodes.

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 20 décembre 2007 et le 19 décembre 2008, jusqu'à concurrence de 3 333 994 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 66 679 889 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 10 décembre 2007, et jusqu'à concurrence de 845 271 de ses actions catégorie B, représentant 5 % de ses 16 905 432 actions catégorie B émises et en circulation au 10 décembre 2007.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 21 novembre 2006 et le 20 novembre 2007, jusqu'à concurrence de 3 448 698 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 68 973 966 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 7 novembre 2006, et jusqu'à concurrence de 852 907 de ses actions catégorie B, représentant 5 % de ses 17 058 145 actions catégorie B émises et en circulation au 7 novembre 2006.

Les rachats ont été effectués dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto et conformément aux exigences de cette bourse.

11. Capital-actions (suite)

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 avril 2009 et 2008, les rachats suivants ont été effectués :

	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré	Contrepartie totale (en millions de dollars)	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré	Contrepartie totale (en millions de dollars)
	2009			2008		
Catégorie A	-	- \$	- \$	1 984 300	17,10 \$	33,9 \$
Catégorie B	-	-	-	4 000	15,93 \$	0,1
			- \$			34,0 \$
Valeur comptable			- \$			11,1 \$
Prime payée			-			22,9
			- \$			34,0 \$
	2009			2008		
Catégorie A	-	- \$	- \$	2 702 600	16,56 \$	44,7 \$
Catégorie B	-	-	-	8 000	18,34 \$	0,2
			- \$			44,9 \$
Valeur comptable			- \$			15,1 \$
Prime payée			-			29,8
			- \$			44,9 \$

12. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Au 30 avril 2009, 2 053 716 options d'achat d'actions étaient en circulation, parmi lesquelles 1 444 426 pouvaient être levées.

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2009 et 2008, aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée. Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril 2009 et 2008, 317 700 et 159 700 options d'achat d'actions ont été octroyées à un prix de levée moyen pondéré de 9,64 \$ et 15,51 \$, respectivement.

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black et Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de six mois terminées les 30 avril :

	2009	2008
Juste valeur des options d'achat d'actions	3,90 \$	4,04 \$
Hypothèses:		
Taux de dividende	1,4 %	1,2 %
Volatilité prévue	32,2 %	26,0 %
Taux d'intérêt sans risque	2,09 %	3,65 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

12. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 30 avril			
	2009	2008	2009	2008
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	133 675	145 741	586 334	215 012
Unités octroyées	-	-	-	6 345
Unités annulées	-	(21 268)	(13 099)	-
Unités payées	-	(7 986)	-	-
Dividendes versés en unités	141	111	-	-
Solde à la fin de la période	133 816	116 598	573 235	221 357

Nombre d'unités	Six mois terminés les 30 avril			
	2009	2008	2009	2008
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	103 282	165 592	221 357	26 507
Unités octroyées	44 081	-	384 865	194 850
Unités annulées	(13 688)	(41 119)	(32 987)	-
Unités payées	-	(7 986)	-	-
Dividendes versés en unités	141	111	-	-
Solde à la fin de la période	133 816	116 598	573 235	221 357

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2009 et 2008 ont été de 0,3 million de dollars et 0,5 million, respectivement. Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril 2009 et 2008, les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats ont été de 0,2 million de dollars et 0,8 million, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
	Solde au début de la période	124 593	90 175	108 621
Rémunération des administrateurs	15 106	5 480	30 095	15 328
Unités payées	-	(9 627)	-	(9 627)
Dividendes versés en unités	1 361	349	2 344	738
Solde à la fin de la période	141 060	86 377	141 060	86 377

Les remboursements de charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 30 avril 2009 et 2008 ont été de 0,1 million de dollars. Le remboursement de charge enregistrée dans l'état consolidé des résultats pour la période de six mois terminée les 30 avril 2009 a été de 0,3 million de dollars. Une charge négligeable a été reversée au cours de la même période en 2008. Aucune somme n'a été versée en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 avril 2009 et 2008.

13. Surplus d'apport

(en millions de dollars)	Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008
Solde au début de la période	11,3 \$	9,2 \$
Coûts de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions	0,9	1,0
Solde à la fin de la période	12,2 \$	10,2 \$

14. Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2008 - présenté antérieurement	(24,9) \$	(15,8) \$	(40,7) \$
Changement de convention comptable - Écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 2)	(0,6)	-	(0,6)
	(25,5)	(15,8)	(41,3)
Changement de convention comptable - Risque de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers (note 2)	-	0,6	0,6
Solde au 1er novembre 2008 - redressé	(25,5)	(15,2)	(40,7)
Variation nette des gains (pertes) latents, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1,8)	2,9	1,1
Solde au 30 avril 2009	(27,3) \$	(12,3) \$	(39,6) \$
Solde au 1er novembre 2007	(42,3) \$	9,2 \$	(33,1) \$
Variation nette des gains (pertes) latents, déduction faite des impôts sur les bénéfices	7,5	(5,2)	2,3
Solde au 30 avril 2008	(34,8) \$	4,0 \$	(30,8) \$

Au 30 avril 2009, il est prévu que les montants suivants seront imputés aux résultats comme suit :

(en millions de dollars)	2009	2010	2011	2012	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5,1) \$	(7,6) \$	(2,9) \$	(1,6) \$	(17,2) \$
Impôts recouvrés sur les bénéfices	1,5	2,1	0,8	0,5	4,9
	(3,6) \$	(5,5) \$	(2,1) \$	(1,1) \$	(12,3) \$

15. Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2009, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteur d'exploitation	Acquisition	Date d'acquisition
Communications marketing	100% des actions de Conversys, premier fournisseur canadien de publication en ligne.	21 janvier 2009
	75 % des actions de Redwood Custom Communications, un chef de file nord-américain de la communication sur mesure.	18 novembre 2008
Médias	100% des actions de That's the spirit.com, société de conseil en marketing et promotion.	12 décembre 2008

(en millions de dollars)	Total
Actifs acquis	
Fonds de roulement net	2,5 \$
Immobilisations corporelles	2,0
Écart d'acquisition (valeur fiscale nulle)	6,0
Actifs incorporels amortissables	0,9
Actifs d'impôts futurs	0,3
	11,7 \$
Passifs pris en charge	
Dettes à long terme	0,5 \$
Autres éléments du passif	0,3
Passif d'impôts futurs	0,6
	1,4
	10,3 \$
Contrepartie	
Encaisse déboursée	10,7 \$
Encaisse de l'entreprise acquise	(0,5)
	10,2
Sommes à payer à court terme	0,1
	10,3 \$

Les allocations du prix d'achat sont préliminaires et sujettes à changement à la suite de la finalisation des évaluations des actifs acquis et à la détermination finale des coûts liés à ces acquisitions.

Thindata

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2009, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Thindata, acquise le 11 mars 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

PLM Group Ltd.

Au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2009, la Société a payé 1,2 million et 2,8 millions de dollars, respectivement, qui étaient inclus dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2008.

16. Engagements

Immeuble et matériel de production

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter la construction d'un immeuble. Au 30 avril 2009, ces engagements se chiffraient à 125,8 millions de dollars, soit 40,3 millions de dollars américains, 45,2 millions d'euros et 4,5 millions de dollars canadiens. Les paiements minimums exigibles prévus en 2009 et 2010 sont équivalents à 91,4 millions de dollars et 34,4 millions, respectivement.

17. Information sectorielle

En novembre 2008, la Société a annoncé la mise en place d'une nouvelle structure d'exploitation pour soutenir sa stratégie de croissance en créant le secteur des communications marketing. Les secteurs d'exploitation ont été modifiés pour refléter la mise en place de cette nouvelle structure. Les données comparatives ont été reclassées afin de présenter l'information selon les nouveaux secteurs. Au cours du deuxième trimestre de 2009, un montant de 138 millions de dollars d'actifs d'impôts futurs a été transféré du secteur des communications marketing au secteur de l'impression en date du 31 octobre 2008 et ce, afin de les présenter avec les activités qui en permettront l'utilisation.

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 30 avril		Six mois terminés les 30 avril	
	2009	2008	2009	2008
Revenus				
Secteur de l'impression	347,9 \$	375,5 \$	725,8 \$	760,0 \$
Secteur des communications marketing	89,0	85,2	197,2	169,5
Secteur des médias	151,2	158,0	291,1	304,9
Autres activités et montants non alloués	2,6	4,1	4,3	8,2
Ventes intersectorielles				
Secteur de l'impression	(22,6)	(20,7)	(38,6)	(37,3)
Secteur des communications marketing	(2,5)	(2,1)	(5,2)	(4,6)
Secteur des médias	(2,2)	(4,9)	(7,1)	(9,6)
Total des ventes intersectorielles	(27,3)	(27,7)	(50,9)	(51,5)
	563,4 \$	595,1 \$	1 167,5 \$	1 191,1 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels				
Secteur de l'impression	51,6 \$	57,8 \$	92,4 \$	118,0 \$
Secteur des communications marketing	5,7	7,5	14,4	15,8
Secteur des médias	25,5	30,0	37,3	50,2
Autres activités et montants non alloués	(2,3)	(6,3)	(5,3)	(12,6)
	80,5 \$	89,0 \$	138,8 \$	171,4 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation				
Secteur de l'impression	23,0 \$	36,4 \$	14,1 \$	75,6 \$
Secteur des communications marketing	(182,2)	1,9	(181,5)	4,3
Secteur des médias	13,1	24,1	19,8	38,5
Autres activités et montants non alloués	(3,6)	(7,7)	(8,1)	(15,3)
	(149,7) \$	54,7 \$	(155,7) \$	103,1 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾				
Secteur de l'impression	65,5 \$	58,5 \$	119,2 \$	85,3 \$
Secteur des communications marketing	0,9	5,2	4,1	10,3
Secteur des médias	1,8	(0,4)	4,1	1,0
Autres activités et montants non alloués	2,2	1,1	3,4	1,5
	70,4 \$	64,4 \$	130,8 \$	98,1 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels				
Secteur de l'impression	20,9 \$	20,9 \$	41,7 \$	42,1 \$
Secteur des communications marketing	6,9	5,6	13,7	11,3
Secteur des médias	4,2	4,0	8,3	7,9
Autres activités et montants non alloués	1,4	1,4	2,7	2,7
	33,4 \$	31,9 \$	66,4 \$	64,0 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

17. Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars)	30 avril 2009	31 octobre 2008 (note 2)
Actif		
Secteur de l'impression	1 352,8 \$	1 277,3 \$
Secteur des communications marketing	325,4	479,2
Secteur des médias	771,4	774,1
Autres activités et montants non alloués	29,6	84,4
	2 479,2 \$	2 615,0 \$
Écarts d'acquisition		
Secteur de l'impression	131,5 \$	131,5 \$
Secteur des communications marketing	41,9	202,8
Secteur des médias	507,8	507,4
Autres activités et montants non alloués	0,9	0,9
	682,1 \$	842,6 \$

18. Événements postérieurs à la date du bilan

Renouvellement des facilités de crédit

Le 5 mai 2009, la Société a conclu avec des membres de son syndicat bancaire le renouvellement de facilités de crédit de 125,3 millions de dollars pour une période d'une année.

Financement de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Le 15 mai 2009, la Société a obtenu un financement de 100 millions de dollars consenti par la Caisse de dépôt et de placement du Québec, dont l'échéance est de 5 ans et au taux des acceptations bancaires, majoré de 6,375%. La Société a par la suite mis en place un swap de taux d'intérêt afin de fixer le taux pour cinq ans à 8,394%.

19. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.